

relations

mai 1996 3,75 \$ no 620

55 ans de revue mensuelle de l'actualité

DANGER

VIRAGE À DROITE



À lire également:
une lettre de Carolyn Sharp
à M. Bernard Landry

9 770034 378000

relations

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de membres de la Compagnie de Jésus et d'une équipe de chrétiens et de chrétiennes engagés dans la promotion de la justice.

DIRECTRICE

Carolyn Sharp

SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION

Jean Périgny

ASSISTANT À LA RÉDACTION

Fernand Jutras

COMITÉ DE RÉDACTION

Gregory Baum, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Jacques Boucher, Céline Dubé, Joseph Giguère, Julien Harvey, Marc Lemire, Marie-Paule Malouin, Guy Paiement, Jean Pichette, Francine Tardif

COLLABORATEURS

André Beauchamp, Michel Beaudin, Alain Bissonnette, René Boudreault, Pierre-André Fournier, Vivian Labrie, Jean-Paul Rouleau, Shirley Roy

BUREAUX

25, rue Jarry ouest
Montréal H2P 1S6
tél.: (514) 387-2541
télé.: (514) 387-0206

ABONNEMENTS

Hélène Desmarais

10 numéros (un an): 27,00\$ (taxes incl.)

Deux ans: 48,00\$ (taxes incl.)

À l'étranger: 28,00\$

Abonnement de soutien: 50,00\$

TPS: R119003952

TVQ: 1006003784

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repères* et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes en s'adressant à *University Microfilm*, 300 North Zeeb Road, Ann Arbor Michigan 48106-1346 USA.

Envoi de publication - Enregistrement no 0143

La convocation du Sommet sur le devenir social et économique du Québec indique la volonté ferme de Lucien Bouchard de prendre un recul temporaire sur la question de la souveraineté, pour se consacrer entièrement à la relance économique du Québec.

Il y a à peine un an, lors des Commissions régionales sur l'avenir du Québec, s'exprimait l'aspiration collective du peuple québécois à se doter d'un projet de société distinctif. Depuis ce temps, la société québécoise est passée des grands rassemblements des Commissions régionales à la table des intimes que représente le récent Sommet à Québec. Du coup, nous sommes passés de la parole libre et parfois débordante qui avait caractérisé les consultations populaires, à la parole restreinte et stratégique des huis clos.

Que faut-il penser de ces passages? Faut-il conclure que l'idée d'un projet de société pour le Québec doit être mise en veilleuse,

ENTRE DEUX SOMMETS...

en attendant le moment propice pour rouvrir le débat sur la souveraineté? Ces questions ne sont pas sans fondement.

D'abord, notons les absents du récent Sommet. Les jeunes, à qui on avait accordé leur propre commission itinérante, furent représentés uniquement par les fédérations étudiantes. Dans une société où les questions culturelles sont au coeur même de notre survie collective, il est également regrettable que les représentants du milieu culturel aient été tenus à l'écart d'une rencontre si importante. Enfin, les écologistes, qui auraient sans doute questionné un modèle de relance économique axé sur une consommation accélérée, n'ont pas reçu d'invitation.

Ne faut-il pas aussi déplorer que le «social», évoqué dans l'appellation de ce Sommet, ait été tant occulté par les préoccupations étroitement économiques qui ont dominé les assises, et cela malgré les efforts du milieu socio-communautaire? Oui, les questions économiques sont importantes pour l'avenir de toute société. Néanmoins, il ne suffit pas de définir le social à partir de l'économique. La solidarité est plus qu'un slogan qui permette de mieux digérer l'amère pilule du redressement fiscal et des compressions dans les services essentiels. Les sacrifices immédiats et concrets que le gouvernement Bouchard nous invite à faire ne peuvent se justifier uniquement au nom de vagues promesses. Ils exigent des engagements clairs et précis, ainsi qu'une répartition équitable des efforts.

Un deuxième Sommet est prévu à la fin d'octobre. Alors que les principaux acteurs sont redescendus au bas de la montagne, réussons-nous à remettre le projet de société au coeur des délibérations?

Carolyn Sharp

face à l'actualité

avec André Beauchamp, Dominique Boisvert,
Guy Paiement et René Simard

LE SOMMET ET LA BASE

Pour des solutions neuves à notre avenir économique, ne serait-il pas plus sage de faire confiance à la population ordinaire plutôt qu'à l'élite financière?

Plusieurs observateurs ont vu une bonne différence entre le document gouvernemental préparatoire au Sommet social et économique de Québec et le discours du Premier ministre, lors de l'ouverture de la conférence. Le document parlait abondamment de la situation économique du Québec et beaucoup moins de l'emploi. Dans le discours inaugural, on avait décidé d'inverser l'insistance. De plus, le document brossait un tableau si sombre de la situation économique que certains se sont demandé comment on avait pu la cacher à la population quand on lui parlait d'arriver rapidement à la souveraineté. Somme toute, les astuces politiques sont ici présentes et personne ne devrait trop s'en étonner.

Mais les fuites que le Conseil des ministres n'a pu colmater ont révélé des divisions qui dépassent de beaucoup l'habileté politique du Premier ministre. On a vu un courant très économiste s'opposer à un autre courant plus social. Une telle opposition n'est certes pas tragique si elle signifie la recherche commune de solutions originales et neuves. Elle est au contraire inquiétante si elle révèle un alignement sur l'idéologie néo-libérale qui cherche un peu partout à se présenter comme la seule légitime.

Et c'est ici que le bât blesse. On cherche en vain, dans le document préparatoire, des perspectives neuves pour ce qui a trait à l'avenir de notre situation économique. Il faut nous aligner sur nos voisins, nous affirme-t-on sans détour, comme si la tendance à la baisse qui se met actuellement en place un peu partout était devenue la seule solution rationnelle. Comme si le pensa-

ble s'était restreint aux impératifs émis par l'OCDE, il y a quelques années, et que la plupart des États ont avalisés. Tout se passe comme si le Québec n'avait vraiment pas d'autre choix que celui de gérer la crise actuelle de la dette, mais sans toucher à ceux qui en profitent. J'en veux comme indice l'absence de propositions sur les banques et les bourses.

Le pouvoir financier tire de plus en plus les ficelles et notre gouvernement le laisse faire. Une partie de notre dette appartient à l'étranger et nos gouvernements ne songent pas un instant à la rapatrier chez nous. Pourtant, la création de la Caisse de dépôt avait permis, lors de la Révolution tranquille, d'avoir un levier de développement économique qui a fait l'envie du reste du Canada. Pourtant, la FTQ et la CSN, le mouvement Desjardins administrent les épargnes de milliers de Québécois et Québécoises et représentent une force économique qui pourrait faire corps avec la Caisse. Pourtant l'émission de nouvelles obligations pourrait permettre une mobilisation nationale pour récupérer une partie substantielle de notre dette. Il est inquiétant de ne trouver aucune trace d'une telle volonté et le manque d'imagination semble bien trahir ici une démission devant les marchés financiers.

Mais le mal est peut-être ailleurs. Il est dans l'oubli de cette conscience populaire qui s'est manifestée lors des commissions régionales sur l'avenir constitutionnel du Québec. Le gouvernement avait été plus ou moins forcé d'en tenir compte et d'y faire une place dans le préambule du projet de loi sur la souveraineté soumise à la consultation populaire. On dirait que l'amnésie,

depuis ce temps, a fait des ravages au gouvernement. Ce dernier semble oublier qu'il est difficile de faire appel à l'ensemble de la population et de lui demander de se serrer la ceinture sans tenir compte de la volonté majoritaire d'être différent.

La différence recherchée et attendue ne se limite guère à la question de la langue. Elle n'est pas davantage dans une velléité de sauver une certaine « qualité de vie », comme le Premier ministre semble nous le faire croire. Le désir d'être différent s'appuie sur l'expérience de milliers de citoyens et de citoyennes qui souffrent quotidiennement des conséquences de la mise en place d'un projet économique néo-libéral.

Tous ces gens voient très bien ce qui se passe ailleurs autour d'eux et s'aligner sur de telles expériences n'a rien de mobilisateur. De plus en plus de personnes comprennent que notre société fait face à une crise fondamentale du travail et que ce n'est pas en mettant le plus de monde possible au travail à « n'importe quel prix » qu'on pourra changer la précarité actuelle. Beau-

coup se demandent aussi pourquoi ne part-on pas résolument des besoins fondamentaux des gens et des régions et des possibilités d'y répondre collectivement au lieu de partir d'abord des programmes gouvernementaux et de la nécessité de les réduire pour éponger la dette.

Qu'il s'agisse du rapatriement de notre dette étrangère, des réponses neuves aux besoins de base de la population ou de la gestion collective de l'innovation sociale, c'est un retour sérieux à la population la plus ordinaire et la plus nombreuse qui s'impose. Cette population a manifesté un désir de changement qui va beaucoup plus loin que les intérêts de l'élite économique, financière ou technocratique. En s'appuyant sur cette réalité socio-culturelle, le gouvernement aurait de meilleures chances de convaincre la population des efforts requis. Autrement, il s'expose, et toute la société avec lui, à des lendemains fort agités. ■

Guy Paiement
Centre Saint-Pierre

DES OUBLIÉS: LES JEUNES ADULTES DU QUÉBEC

Mis sur la voie d'évitement par le gouvernement au dernier Sommet, ces jeunes s'interrogent sur leur rôle d'acteur social.

Une Conférence sur le devenir social et économique du Québec se déroulait les 18, 19 et 20 mars. Au nombre des « évités » de cette Conférence organisée et mise en scène par le gouvernement: les jeunes adultes du Québec. En fait, pour être plus précis, les jeunes qui ne sont pas aux études. En effet, seules la Fédération étudiante collégiale du Québec et la Fédération étudiante universitaire du Québec ont eu l'insigne honneur d'être invitées à participer aux délibérations. Est-ce dire que, pour le gouvernement, les étudiants sont les seuls jeunes qui méritent d'être entendus? Ou est-ce dire que, pour le gouvernement, les jeunes ne peuvent être ailleurs qu'aux études? Deux interrogations qui laissent perplexes.

D'abord, de quelle jeunesse parle-t-on? Au temps où nos élus ont grandi, la jeunesse s'arrêtait à la sortie des études. Avec la fin de la fréquentation scolaire, se terminait le temps où il fallait bien vivre sa jeunesse. S'amorçait alors une vaste entreprise orientée de façon à atteindre la réussite professionnelle, financière et familiale. Le tout grandement facilité par l'empressement avec lequel les employeurs engageaient leurs effectifs. De plus, bénéficiant d'un poids démographique important, les jeunes des années 1950 et 1960 représentaient une source d'inspiration et de changements pour toute la société.

Or, cette époque est révolue. Avec l'allongement généralisé de la période nécessaire à l'intégration sociale et professionnelle dans les années 1980 et 1990, la jeunesse a pris d'autres visa-

RETRAITE BIBLIQUE DE SOCABI

«Je suis venu accomplir les Écritures» (Matthieu 5,17)

Animateur: Gérard Blais, bibliste

Date: du 7 au 12 juillet 1996

Lieu: Centre de réflexion chrétienne, Joliette

Information et inscription:

SOCABI

Société catholique de la Bible, 7400 boul. Saint-Laurent, Montréal H2R 2Y1, tél.: (514) 274-4381; téléc.: (514) 274-5184

ges et s'est complexifiée jusqu'à devenir... un problème social! Les jeunes font maintenant face à une pénurie d'emplois, à la précarité du travail, à la diminution des moyens mis à la disposition des institutions d'enseignement et à la révision à la baisse de nombreux programmes sociaux. Autre temps, autres moeurs: les jeunes mêlent volontiers la poursuite simultanée des études et du travail à temps partiel, demeurent plus longtemps chez leurs parents, et remettent au lendemain leur projet de fonder une famille. Qui plus est, les 15-30 ans ont délogé les aînés comme groupe d'âge le plus pauvre du Québec. Enfin, contrairement à la majorité des pays occidentaux, au Québec, ce sont les jeunes qui se suicident le plus.

L'évitement dont les jeunes ont été victimes lors de la Conférence démontre bien que l'idée que l'on se fait des jeunes et de la jeunesse varie selon leur âge et leur statut social.

Environ 40% des 15 à 29 ans sont aux études à temps complet. Évidemment, il est tout à fait légitime que les étudiants et que les étudiantes participent pleinement à tout débat d'envergure. D'ailleurs, ces jeunes ont un rôle social défini et reconnu, de même qu'une réelle capacité d'organisation et de représentation. Peut-on considérer pour autant que les autres personnes de ce groupe d'âge sont incapables de faire valoir leur point de vue ou sont automatiquement représentées par d'autres institutions sociales? Rien n'est moins sûr. Par exemple, plusieurs observateurs sont d'avis que les centrales syndicales sont en mesure de bien représenter les jeunes travailleurs et travailleuses et les jeunes sans emploi. Or, en scrutant de près la si-

tuation des jeunes qui sont sur le marché du travail, on se rend compte que la grande majorité d'entre eux ne sont pas syndiqués (environ 80% des jeunes qui travaillent) et sont victimes de la précarité du travail; deux enjeux qui se retrouvent hors des préoccupations syndicales immédiates.

La voix de ces jeunes se fait davantage entendre à l'intérieur d'un vaste ensemble d'organismes communautaires, fragiles et relégués à la marge des débats sociaux et économiques, mais combien utiles pour les jeunes de tous les milieux. Ces organismes (on en dénombre près de 1400) se rassemblent pour constituer un réseau de près d'une centaine de regroupements nationaux.

Les jeunes adultes ont donc une véritable base de représentation. Elle est par contre ignorée des gouvernements et de leurs «partenaires» socioéconomiques, car elle n'existait pas à l'époque où nos dirigeants avaient entre 20 et 30 ans. À leur époque, n'existaient que les associations étudiantes, celles-là même qu'ils ont daigné inviter à leur Conférence. Les jeunes, la jeunesse et la société toute entière ont bien changé depuis les années 1950 et 1960, c'est ce que le Conseil permanent de la jeunesse tente de faire comprendre à ceux et celles qui dirigent le Québec d'aujourd'hui. Est-il concevable de parler du devenir du Québec en l'absence de ceux et celles qui le feront et le vivront? ■

René Simard

Agent de recherche au Conseil permanent de la jeunesse

FAUT-IL ÊTRE AMÉRICAINS POUR RÉUSSIR?

Culture, sport, économie: le modèle américain est-il incontournable pour qui veut connaître le succès?

Pouvons-nous être différents et pourtant réussir? La question est importante, et pas seulement pour des raisons de souveraineté culturelle, économique ou politique. Mais aussi pour des raisons de gros sous. Car le modèle américain est essentiellement celui de la richesse, de la puissance et de la démesure: *the best, the most and the biggest*. Que ce soient les effets spéciaux au cinéma, les salaires des acteurs ou des athlètes professionnels, les budgets publicitaires ou les techniques de mise en marché, il semble évident que personne ne peut vraiment rivaliser avec eux à armes égales. L'évolution récente du sport professionnel ne va-t-elle pas dans le même sens? Les «petits marchés» n'arrivent plus à suivre les grands et sont peu à peu éliminés de la compétition...

Contrairement à l'image de fatalité que charrient beaucoup les médias («en période de mondialisation, avec les progrès de la technologie, nous n'avons d'autre choix que la compétitivité»), je crois que les Québécois (les Canadiens aussi, d'ailleurs) ont encore *le choix*. Et quand on regarde de près autour de nous, on constate que ce choix d'être différents est déjà là, qu'il est possible et qu'il donne de bons résultats.

Dans le sport professionnel, nos équipes de Montréal font la preuve, depuis plusieurs années, qu'on peut trouver ailleurs que

dans l'argent de quoi rivaliser avec les budgets fabuleux de nombreuses équipes américaines: les Canadiens, au hockey, misent sur la fierté d'une longue tradition d'excellence, tandis que les Expos réussissent, grâce à leur exceptionnel réseau de formation de jeunes joueurs. Quant à nos athlètes amateurs, malgré des budgets comparativement très modestes, ils arrivent, grâce à leur talent et à leur persévérance, à occuper une proportion remarquable des podiums d'honneur...

Dans le domaine culturel, nos réalisations n'ont rien à envier à l'étranger, surtout si l'on tient compte de la taille de notre population et de notre marché. Le cirque, qui ne bénéficiait ici d'aucune tradition, a rapidement développé, à partir de presque rien, une façon bien à lui de renouveler le genre, avec le succès que l'on sait: le Cirque du Soleil est devenu une très grosse entreprise à succès; mais on a aussi développé une École nationale de cirque qui attire les étudiants de partout, et a donné naissance à de nombreux petits cirques dont le petit dernier, le Cirque Éloize, connaît à son tour beaucoup de succès aux États-Unis avec une formule très différente de celle du Soleil, une toute petite équipe et de tout petits moyens.

Même dans un domaine aussi anglo-saxon que les *musicals*, nous avons fait la preuve, ces dernières années, que nous pou-

vions apporter notre contribution originale: non seulement en montant en français, avec des artistes d'ici, des grands succès d'ailleurs comme *Les Misérables*, mais aussi en fabriquant nos propres spectacles à grand déploiement, comme *La fabuleuse histoire du Royaume* et sa suite, joués au Saguenay depuis des années et transportés en France, et la récente production professionnelle de *Demain matin Montréal m'attend...*

L'industrie, la finance, la politique et des tas d'autres domaines pourraient fournir des exemples de contributions originales et réussies au patrimoine commun. Que ce soit la créativité de nos inventeurs (J.A. Bombardier), la solidarité du mouvement coopératif (les caisses populaires d'Alphonse Desjardins), les règles de financement populaire des partis politiques (adoptées par le gouvernement de René Lévesque), le développement des logiciels de pointe en informatique ou l'invention du «bras canadien» pour les missions spatiales, nous ne sommes pas dépourvus de moyens pour tenir notre place au soleil, sans pour autant avoir besoin de nous aligner sur nos puissants voisins du Sud.

D'ailleurs, nous avons bien d'autres richesses: non seulement «naturelles», grâce à notre vaste et riche territoire, mais humaines, grâce à une population de plus en plus diversifiée, aux hé-

ritages multiples, et aussi culturelles comme en témoignent nos créateurs, écrivains, dramaturges, cinéastes, danseurs, poètes et chansonniers.

Et le choix de vivre debout, différents, au coeur de l'Amérique, est déjà là: qu'on se rappelle les débats sur la situation du français au Québec, avant ce choix que fut la Loi 101; et que l'on mesure le chemin parcouru, malgré les fragilités et les irritants qui subsistent. Au point que la France en est rendue à nous envier notre protection du français (voir la Loi Toubon et les récents débats sur les quotas de chansons françaises à la radio)!

Il est possible d'être soi et de bien vivre, même dans le grand village planétaire que devient la Terre. La mondialisation et les progrès technologiques ne nous enlèvent ni nos choix, ni nos responsabilités. Ils imposent tout au plus de nouvelles contraintes, qu'il nous appartient de transcender. Nous avons le talent et les ressources nécessaires: le reste n'est qu'une question de fierté et de volonté, celles de nos dirigeants certes, mais surtout celles de tout un peuple. ■

REQUIEM POUR UN FORUM?

Comme le faisaient les Grecs et les Romains, nous continuons d'engendrer des dieux...

Le onze mars 1996, j'ai, comme bien d'autres, regardé à la télévision la cérémonie d'adieux à l'ancien Forum de Montréal, inauguré en 1924. Voilà bien des mois qu'on nous annonçait l'événement, qu'on mettait en évidence les hauts faits de ce haut-lieu. Là les plus grands sont venus: des athlètes surtout, mais aussi des gens du spectacle. Les médias n'en finissaient plus de nous le rappeler: même Radio-Canada a fait des émissions depuis le Forum et est entré dans la louange. Malgré de spasmodiques protestations des lèvres pour sauver ses scrupules, Joël Le Bigot en remettait, le douze mars au matin, pour rappeler la beauté et la grandeur des héros du passé.

Le rituel d'adieu, lors de la dernière partie des Canadiens, est digne de mention. Un défunt (Roger Doucet) a chanté l'hymne national. Par bonheur, les Canadiens ont gagné. Puis vint le moment de la glorification des héros. On fait venir les anciens joueurs membres du Temple de la renommée (Hall of Fame), en excusant les morts de leur absence (Bill Durnan, Jacques Plante, Toe Blake, etc.), puis ceux qui ne pouvaient être présents ce soir-là (Geoffrion, Robinson, etc.). Il en est resté une vingtaine à être présentés à la foule: Émile Bouchard, Elmer Lach, Guy Lafleur, Yvan Cournoyer, Dickie Moore, Lorne Worsley, etc.). Pour chacun, de brefs rappels visuels de la grande époque. Puis en s'avançant à l'endroit désigné, l'ovation de la foule. On atteint le paroxysme à la présentation de Maurice Richard: ça n'en finissait plus. Tout le monde voulait pleurer. À la fin, le plus vieux capitaine présent, Émile Bouchard, est allé chercher la flamme dans le vestiaire des Canadiens et l'a transmise à l'autre génération: Béliveau, Richard, Savard, Cournoyer, Gainey, Carbonneau, Turgeon. Même Carbo, l'expulsé, y était, dans un beau

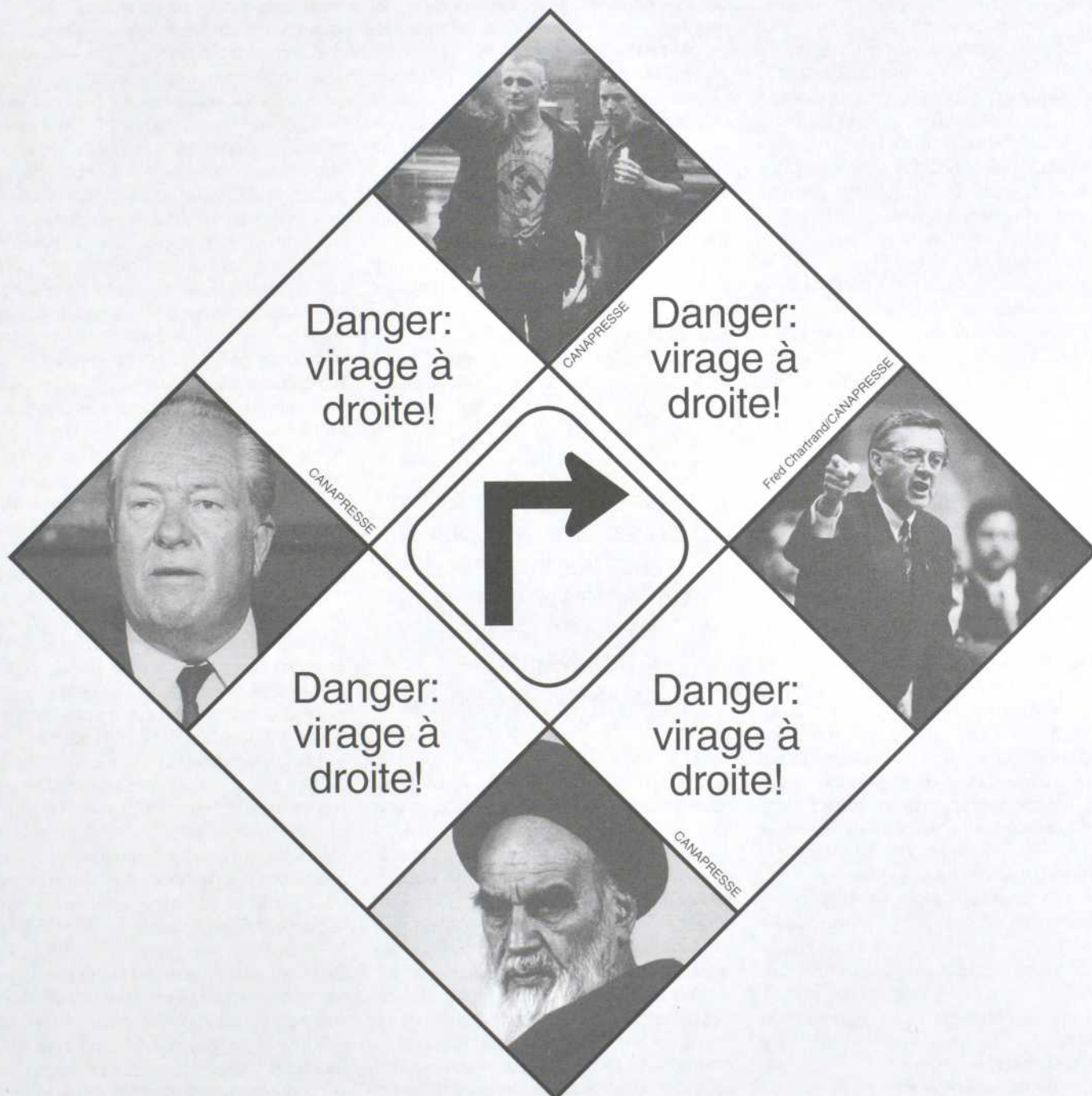
geste de pardon. Même Savard, le mal aimé de l'automne 95, a été applaudi.

Au moment de voir cet immense rituel, beau et poignant, le hasard a fait que je venais de parcourir le livre de Jean-Pierre Mohen: *Les rites de l'au-delà* (Paris, Éditions Odile Jacob, 1995). Quand quelqu'un meurt, il échappe à notre monde et entre dans le monde des ancêtres, où il devient plus grand que nature, un héros, un dieu. «Il a atteint les portes du ciel, le village où le deuil est éternel. Ses ancêtres sont joyeux maintenant. Il sera un Dieu, il deviendra le grand Tout» (p. 24). Mohen rappelle aussi le processus d'héroïsation chez les Grecs: peu deviennent des héros: ils doivent avoir affronté des épreuves, montré leur bravoure et leur générosité, souvent être morts violemment. Il sied mal aux héros de mourir dans leur lit.

Je regardais les vingt Glorieux du vieux Forum, certains fort fatigués et possiblement pauvres, presque oubliés. Ils furent des héros dans leur jeunesse. Ils sont devenus immortels. La cérémonie du Forum était probablement la plus grande cérémonie religieuse vécue à Montréal depuis dix ans. Cérémonie ambiguë évidemment, puisque ce sport-là n'est qu'un commerce. Il faudrait remplir le Centre Molson et, qui sait, passer le flambeau à Turgeon et à ses coéquipiers pour gagner une autre coupe Stanley. Il nous faut d'autres Glorieux, d'autres Immortels. Le 12 mars au soir, les reliques ont été vendues à l'encan. On en a vendu pour 726 550\$.

Depuis les temps antiques, le sport et la guerre sont la matrice des héros. Quoi qu'en disent la science et le scepticisme, nous n'avons pas fini d'engendrer des dieux. ■

André Beauchamp



Si les années 60 sont réputées pour avoir été une époque d'effervescence de la gauche, les années 90 se démarquent par la multiplication des mouvements de droite.

LE FONDAMENTALISME AU POUVOIR?

par Carolyn Sharp

Si les années 60 sont réputées pour avoir été une époque d'effervescence de la gauche, les années 90 se démarquent par la multiplication des mouvements de droite. À côté d'un néo-libéralisme froid et rationnel, soumettant l'ensemble de la vie humaine aux calculs d'économistes et de financiers, nous voyons poindre un foisonnement de mouvements réactionnaires.

En Algérie, en France, aux États-unis et ailleurs, nous constatons leur présence, craignons leur influence, appréhendons leur rayonnement. Parfois ils renversent des gouvernements, que ce soit par les bulletins de vote ou par la force. En d'autres occasions, ils s'imposent comme un élément incontournable sur la scène politique, s'infiltrant dans les coalitions, contrôlant des blocs d'influence. Ainsi, le succès mitigé du fondamentaliste Patrick Buchanan dans les primaires présidentielles américaines se traduira en un droit de regard sur le programme électoral d'un Robert Dole néo-libéral. En même temps, Dole se servira de la menace extrémiste que représente Buchanan pour se positionner comme un modéré.

Hautement médiatisés, hostiles aux tendances émancipatrices de la modernité, tantôt alliés au néo-libéralisme, tantôt en réaction contre lui, ces mouvements s'appuient avec une fréquence alarmante sur une vision religieuse de type fondamentaliste. Malgré la grande diversité des différentes droites fondamentalistes à travers le monde, nous pouvons tout de même esquisser certains traits communs.

1) Les fondamentalismes sont des phénomènes modernes. Ils naissent surtout au début du siècle, au moment où l'ébranlement des certitudes religieuses traditionnelles provoque un repli intellectuel sur soi. Une lecture réductrice, sinon faussée, de la tradition dont on se réclame favorise une nouvelle rigidité doctrinale.

2) Une méfiance profonde à l'égard de la culture et des institutions de la modernité amène une absolutisation des enjeux moraux de la société contemporaine. Sur le plan politique, les préoccupations morales se substituent à la réflexion sociale. Or,

dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner que la question du statut des femmes devienne centrale; leur émancipation devient un symbole de la modernité que l'on refuse.

3) La dissolution des structures traditionnelles d'autorité et d'appartenance donne lieu à une nouvelle insistance sur l'adhésion personnelle, tout en créant les conditions nécessaires à l'émergence d'un mouvement de masse. En outre, ce sentiment d'appartenance personnelle crée une dynamique propre à durcir les frontières entre croyants et non-croyants, entre « nous » et « eux ». Politiquement, ce durcissement peut se traduire par des politiques d'exclusion, la xénophobie et le racisme.

Au Québec, la réalité est plus difficile à

Hautement médiatisés, ces mouvements s'appuient avec une fréquence alarmante sur une vision religieuse de type fondamentaliste.

cerner. En dehors du domaine scolaire, nous pouvons difficilement parler d'une droite religieuse organisée. Certes, il existe des mouvements religieux des plus divers. Parmi ceux-ci, on retrouve des regroupements que nous pouvons qualifier d'intégristes ou de fondamentalistes, mariant une rigidité doctrinale à une vision politique conservatrice, sinon réactionnaire.

Cela dit, il faut bien comprendre qu'avoir des prétentions politiques n'équivaut pas à jouir d'un poids politique réel. Les Bérêts blancs, avec leurs voitures ornées de drapeaux, leur créditisme primaire et leur antisémitisme vulgaire, appartiennent davantage au folklore qu'à la vie politique actuelle. De même, avoir une vision conservatrice ou même théocratique du monde ne se traduit pas nécessairement par une volon-

té d'imposer cette vision à l'ensemble de la société. Des groupes tels les Témoins de Jéhovah et les Adventistes expriment leur rejet de la modernité en se retirant le plus possible de la société, quitte parfois à avoir recours aux armes que cette même société met à leur disposition pour protéger leur liberté de conscience et leur choix de vie, notamment la Charte des droits et libertés.

Les droites religieuses semblent surtout atteindre le Québec par ricochet. Nous en entendons des échos sur le plan international. Nous recevons des appels à la solidarité. Mais aussi, nous ressentons indirectement leur influence quand certaines idées, détachées de leur contexte original, pénètrent anonymement notre discours politique. Ainsi, certains préjugés à l'égard des jeunes mères monoparentales sont peut-être le reflet des idées issues de la droite religieuse américaine.

Les mouvements islamistes suscitent notre intérêt, à cause de leur présence dans des pays francophones, telle l'Algérie¹. La politisation du fondamentalisme protestant nous inquiète, car celui-ci touche nos voisins, américains et canadiens. L'émergence d'une extrême-droite en France nous préoccupe, car nous partageons la même sphère culturelle. Or, c'est précisément de ces droites qui nous entourent dont il est question dans notre dossier.

Dans un premier article, Gregory Baum se penche sur deux mouvements fondamentalistes qui suscitent une inquiétude particulière au Québec: le fondamentalisme protestant et le fondamentalisme islamique. Il souligne la nécessité, dans une société pluraliste, de distinguer entre les mouvements fondamentalistes politisés et les adhérents conservateurs de ces traditions. Dans un deuxième article, le politologue canadien-anglais Brian Tanguay examine le populisme du Parti Réformiste. Enfin, Anne Duvivier, rédactrice en chef adjointe à l'hebdomadaire français *Témoignage chrétien*, nous parle de l'extrême-droite française. Bonne lecture. ■

1. Émile Poulat, « La France, l'Algérie et l'Islamisme », dans *Relations*, mars 1996, p. 51.

POUR MIEUX COMPRENDRE LE FONDAMENTALISME

par Gregory Baum¹



Jean-François Leblanc/STOCK

La méfiance envers les fondamentalismes religieux, tant chrétiens que musulmans, ne doit pas nous faire mettre dans le même sac les partisans d'un simple renouveau religieux et les fondamentalistes intransigeants que nous présentent les médias. Même si la frontière entre les deux est parfois délicate...

Le retour de la religion sur la place publique, surtout sous une forme intransigeante et agressive, a été une grande surprise pour les sociologues. La plupart avaient prédit que, dans la société moderne, la religion survivrait uniquement comme recherche spirituelle, chez quelques personnes à l'âme noble... Mais ce que l'on observe prouve le contraire.

À notre époque, dans toutes les grandes traditions religieuses, nous rencontrons le phénomène déconcertant de courants intolérants et politisés qui réagissent contre certains aspects de la culture sécularisée et

se démarquent du courant principal de la tradition religieuse dont ils font partie. Les fondamentalistes protestants s'engagent dans les mouvements politiques de la droite aux États-Unis. Les intégristes catholiques, en France, appuient le parti politique de M. Le Pen. Des juifs religieux extrémistes cherchent à renverser le processus de paix au Moyen-Orient. Des musulmans intransigeants et agressifs luttent pour le pouvoir politique afin de libérer leur pays de l'influence occidentale et d'y installer la «charia», l'antique droit islamique. Même dans l'Hindouisme et le Bouddhisme, traditions ouvertes au pluralisme religieux, nous retrouvons des courants extrémistes et politisés.

Pour des raisons historiques, deux mou-

vements fondamentalistes présentent un intérêt spécial pour les gens du Québec: le fondamentalisme protestant et le fondamentalisme islamique. Mais il est difficile de donner une définition précise de ces courants intransigeants et agressifs, parce que tous les deux s'insèrent dans un grand mouvement d'éveil plus tolérant et plus paisible, et avec lequel ils sont souvent confondus. La frontière n'est pas toujours claire entre ces fondamentalismes et les mouvements religieux plus répandus, et les chercheurs spécialisés n'arrivent pas toujours aux mêmes conclusions...

Le fondamentalisme protestant

Il serait tout à fait injuste d'identifier les fondamentalistes protestants avec les «évangélistes». Les chrétiens qui se désignent ainsi croient que la vraie foi est générée par une rencontre spirituelle avec le

1. Membre de notre comité de rédaction, l'auteur est professeur de théologie et d'éthique sociale à l'Université de McGill.

Christ, par une expérience de renaissance (*born again*), par la reconnaissance profondément ressentie d'être aimés par Jésus. Dans les grandes Églises, la foi chrétienne est médiatisée la plupart du temps par le baptême des petits enfants, la catéchèse et la participation à la liturgie sacramentelle. Pendant que les évangélistes expérimentent la foi chrétienne comme conversion, et donc comme une rupture avec leur passé, les chrétiens des Églises classiques ont tendance à regarder la foi adulte comme la croissance et le développement de la foi de

l'enfant. Les évangélistes se voient en désaccord avec le monde, tandis que les chrétiens des Églises traditionnelles reconnaissent une certaine continuité entre la révélation et la raison, entre la foi et la culture.

En Amérique du Nord et en Grande-Bretagne, beaucoup d'évangélistes restent dans leurs Églises. On en compte dans l'Église anglicane, dans l'Église unie du Canada et dans l'Église presbytérienne. Le mouvement charismatique, dans l'Église catholique, a, lui aussi, des caractéristiques évangélistes. Mais la majorité des

évangélistes n'appartiennent pas aux Églises principales: ils ont organisé leurs propres Églises. Quelques-unes ont une histoire séculaire, comme les baptistes; et d'autres sont d'origine plus récente, comme les pentecôtistes. Beaucoup d'évangélistes ne sont liés à des congrégations locales que temporairement: ils se nourrissent spirituellement de sermons et de services religieux transmis par la télévision. Il est bien connu que certains «entrepreneurs» évangélistes ont fait un commerce lucratif de leurs programmes religieux télévisés: mais

QUI SONT LES «FONDAMENTALISTES»?

Ce terme fut d'abord employé dans un contexte américain très précis. À partir de 1910, un groupe de protestants conservateurs, aux États-Unis, prônait une lecture littérale de la Bible et s'opposait à la nouvelle critique biblique et à d'autres tendances libérales répandues dans les Églises protestantes classiques. Appuyés sur une interprétation littérale du récit biblique de la création, ces protestants conservateurs contestaient la théorie scientifique de l'évolution enseignée dans les écoles. Ils rejetaient l'humanisme laïc qui, selon eux, avait envahi les grandes Églises protestantes. Pour mettre leur point de vue bien clair, ils dressaient une liste des croyances fondamentales, y compris l'inerrance historique de la Bible, et se déclaraient fièrement des «fondamentalistes».

Les fondamentalistes se percevaient comme un mouvement chrétien n'ayant aucun parti pris politique. Ils insistaient même sur la séparation radicale entre religion et politique. Quand, au nom de la justice sociale, les Églises protestantes libérales et, plus tard, le Conseil national des Églises ont appuyé certaines politiques, comme par exemple les droits civils des Noirs américains et la lutte contre le racisme, les fondamentalistes les ont accusés d'avoir corrompu, par ces engagements politiques, la pureté de l'Évangile. Mais, à partir de 1979, sous l'influence du Rév. Jerry Fallwell et d'autres chefs de file, les Églises fondamentalistes ont commencé à se politiser. Le projet politique fondamentaliste le plus connu fut la «Moral Majority», qui voulait libérer la république américaine de l'humanisme laïc omniprésent et rechristianiser la population et sa culture publique.

La «Moral Majority» a été dissoute en 1989, mais le mouvement politique qu'elle a inspiré est devenu encore plus fort. Aujourd'hui, il appuie la «Christian Coalition». Le fondamentalisme américain promeut une culture conservatrice et s'oppose à l'émancipation de la femme. Il soutient l'économie de libre marché et s'oppose au rôle régulateur de l'État et à toutes mesures social-démocrates. Il exalte la gloire des États-Unis et supporte toute manifestation du pouvoir américain dans le monde. Il favorise un retour à une société chrétienne qui, tout en reconnaissant la liberté personnelle des non-croyants et des membres d'autres religions, ne leur concéderait aucune place dans la vie publique!

Devrait-on appliquer le terme «fondamentalisme» aux courants intransigeants et agressifs que l'on retrouve dans les

autres religions? Ces courants partagent plusieurs caractéristiques: les non-croyants sont considérés comme des adversaires, on excommunie la majorité tolérante de sa propre tradition, on condamne certains aspects de la culture laïque et on réduit le monde au noir et blanc, en le divisant entre alliés et ennemis.

La question est de savoir si on peut appliquer un terme dérivé de l'expérience historique américaine à des mouvements qui, à travers le monde, ont des racines tout à fait différentes? Ne serait-ce pas une nouvelle façon d'universaliser l'expérience occidentale? Après tout, ces mouvements sont très divers. Le fondamentalisme protestant, par exemple, loue le système capitaliste (Jerry Fallwell le croit même révélé dans la Bible), tandis que le mouvement islamique désire remplacer le capitalisme par un système économique basé sur des principes islamiques. Dans le catholicisme, on s'en souvient, le courant conservateur le plus extrême a été nommé «intégrisme», une expression inventée au début du XXe siècle quand un groupe de catholiques encore plus conservateurs que Pie X ont créé un système de délation, afin d'espionner des prêtres et des enseignants pour savoir s'ils étaient influencés par le *modernisme*.

Cette question a été longuement discutée par un groupe de plus de cent scientifiques, créé à l'Université de Chicago pour étudier les manifestations contemporaines d'une religion intransigeante et agressive. Ce groupe a décidé qu'il était nécessaire d'avoir un seul terme pour désigner tous ces mouvements religieux. Comme les journalistes et les politologues parlaient déjà de «fondamentalisme», on a gardé cette expression. Ce groupe a publié – sous la direction de Martin Marty et Scott Appleby – une oeuvre scientifique de cinq gros volumes, de plus de 800 pages chacun, intitulée *The Fundamentalist Project*, sur le phénomène universel du fondamentalisme. Un petit livre, adressé aux lecteurs non spécialisés, présente les conclusions de cette recherche¹.

1. Vol. 1. *Fundamentalism Observed*, vol. 2. *Fundamentalism and Society*, vol. 3. *Fundamentalism and the State*, vol. 4. *Accounting for Fundamentalism*, vol. 5. *Fundamentalism Comprehended*, tous publiés par l'University of Chicago Press, 1991-1995. Le petit livre, écrit par Martin Marty et Scott Appleby, intitulé *The Glory and the Power: The Fundamentalist Challenge to the Modern World*, Boston: Beacon Press, 1992.

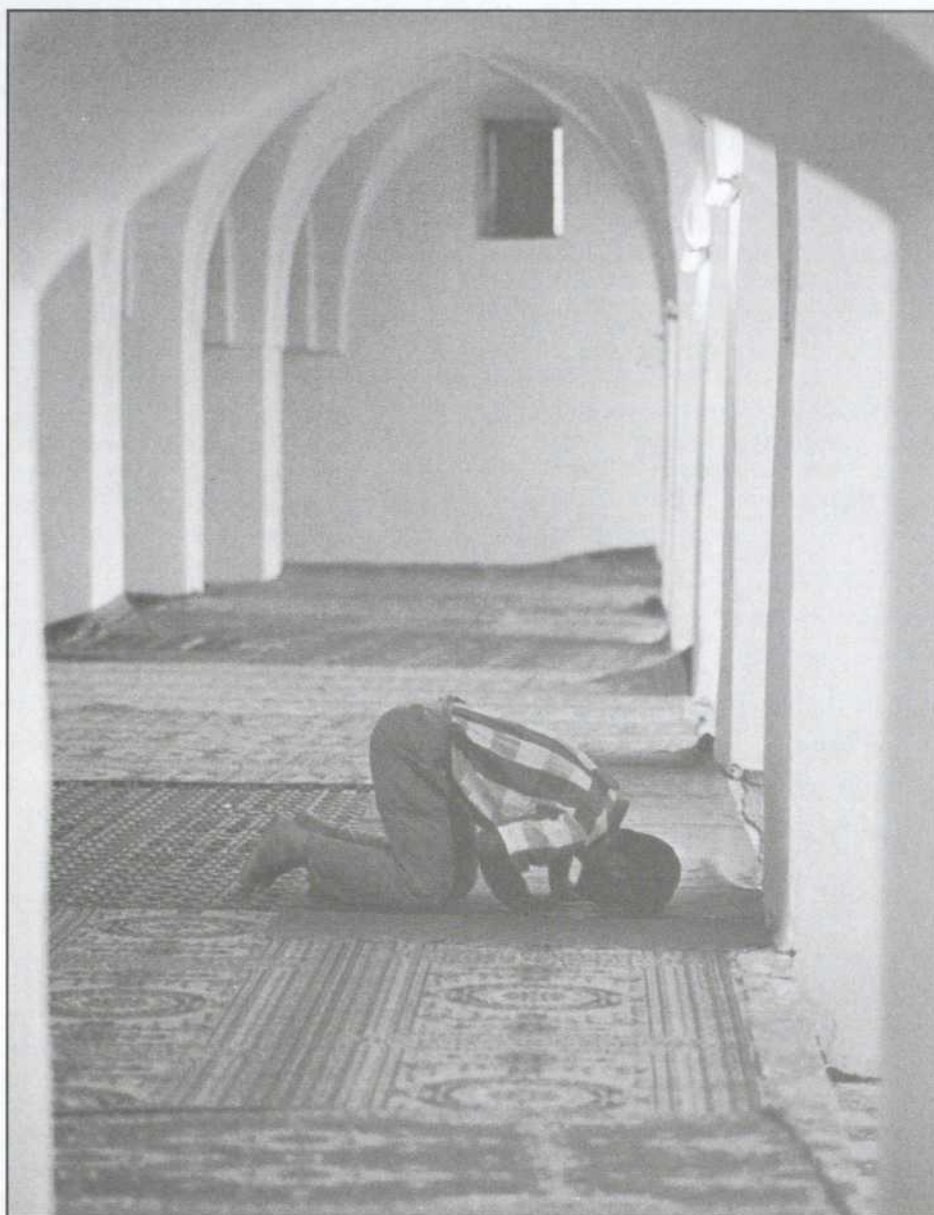
ces prédicateurs sont fortement critiqués par des évangélistes plus sérieux.

En général, on peut dire que les évangélistes sont des protestants conservateurs: ils fondent leur foi sur les Écritures saintes, ils les interprètent suivant les anciens credos, et ils mettent l'accent sur l'écart existant entre la lumière du Christ et la noirceur du monde. Ils se méfient du mouvement oecuménique et du dialogue interreligieux, parce que ces courants ecclésiastiques ne leur semblent pas assez centrés sur le Christ. Ces mouvements conservateurs protestants se répandent actuellement à une grande vitesse en Amérique du Nord et du Sud, provoquant l'étonnement des sociologues et la frustration des Églises classiques. Le grand succès des sectes fondamentalistes s'explique, au moins partiellement, par le fait qu'ils offrent aux gens seuls et isolés par la fragmentation de la société la participation à une communauté chaleureuse qui les appuie et les valorise. Ils offrent aussi une certaine sécurité spirituelle, en donnant des réponses claires et nettes à des questions complexes posées par la science et par la crise actuelle de société.

Ce serait une grande erreur d'identifier tous les évangélistes aux fondamentalistes. En réalité, le mouvement évangélique est pluraliste. Nous appelons «fondamentalistes» les évangélistes étroits qui insistent de façon rigide sur l'inspiration littérale de la Bible, qui refusent tout dialogue avec la pensée moderne, qui adoptent une attitude antioecuménique et souvent anticatholique, et qui n'hésitent pas à caricaturer les croyances tenues par les autres. Un grand nombre de ces fondamentalistes, comme je l'ai expliqué, appuient une politique de droite, procapitaliste, antisociale, et peu favorable au pluralisme.

Les évangélistes, il vaut la peine de le répéter, représentent un phénomène religieux pluraliste. Le réseau évangélique canadien, «The Evangelical Fellowship of Canada», poursuit une voie modérée. Un coup d'oeil sur la liste des membres révèle une gamme considérable d'organisations ecclésiastiques. Il existe également une association canadienne de théologie évangéliste, qui publie «The Canadian Evangelical Review».

Nous pensons parfois que le protestantisme francophone au Québec se com-



Jean-François Leblanc/STOCK

La grande majorité des musulmans du Québec appartiennent au courant principal de l'Islam: ils pratiquent leur religion tout en respectant le pluralisme religieux de la société moderne.

pose de sectes évangélistes intolérantes, antioecuméniques et hostiles au catholicisme. C'est un fait moins connu que, depuis quelques décennies, s'est développé au Québec un protestantisme francophone ayant un caractère plus ouvert. Je parle d'un mouvement chrétien conservateur qui est engagé dans un dialogue intelligent avec la société, qui cherche des ressources théologiques plus développées, et qui se questionne sur la façon de réagir, en fidélité à l'Évangile, devant les injustices sociales de la société néo-libérale². Il est donc important de distinguer, parmi les évangélistes francophones, les groupes fondamentalistes et les milieux plus ouverts qui sont en quête d'une réponse valable aux problèmes de la société moderne. Ce qui

rend cette distinction parfois difficile, c'est le fait, mentionné plus haut, que la frontière entre les fondamentalistes et le mouvement évangélique plus étendu n'est pas toujours clairement définie.

Le fondamentalisme islamique

Le fondamentalisme islamique est un mouvement radical ayant des racines dans le passé. Il cherche à libérer les pays isla-

2. Consulter l'article de Glenn Smith dans *Oecuménisme*, décembre 1995, pages 16-21.

miques de l'humiliation imposée par les empires coloniaux occidentaux et à les sauver de l'admiration qu'ils ressentent, malgré leur passé colonial, pour la culture occidentale et ses institutions politiques et économiques. Ce fondamentalisme est intransigeant, agressif et antidémocratique. Il désire imposer la «charia», le dur et antique droit islamique, et il est prêt à utiliser la répression culturelle, la contrainte légaliste et les attaques violentes contre ses ennemis.

Pourtant, ce courant fondamentaliste se situe dans un mouvement islamique plus étendu, un nouveau islamique qui préconise une plus grande fidélité à l'Islam traditionnel parmi les populations influencées par l'esprit moderne. Ce réveil islamique a

Les citoyens musulmans du Québec sont souvent exposés à des préjugés et à la discrimination parce que les rapports journalistiques sur le fondamentalisme islamique d'outre-mer offrent une image déformée de l'Islam.

un but spirituel et social. Il communique aux gens ordinaires, spécialement aux pauvres, une grande confiance en Dieu, un sens de la dignité personnelle, le désir de s'aider mutuellement et la volonté de créer une communauté morale. Les chefs de file de ce mouvement de nouveau prétendent que le courant dominant de l'Islam, donc la majorité des musulmans, est devenu trop tolérant et donc trop séculier. Mais les chefs mènent leur mission de façon paisible, utilisant la persuasion et l'entraide des quartiers pauvres, se distinguant ainsi des fondamentalistes qui se vouent au nouveau islamique de façon belliqueuse.

Mais la frontière entre les fondamentalistes islamiques et le pacifique nouveau islamique n'est pas plus claire que celle entre les fondamentalistes protestants et les évangélistes. Les chercheurs, avouons-le, ne sont pas d'accord dans leur jugement sur le nouveau islamique. Certains pensent que même les pacifiques mouvements de réveil trahissent l'esprit tolérant et

l'adaptabilité du courant principal de l'Islam, constituant ainsi, en dépit de ses déclarations, un danger politique. Ces auteurs ajoutent que les mouvements de nouveau sont organisés par des musulmans bien instruits, formés en Occident et appartenant souvent à une élite technocratique, avec l'intention de se créer une forte base populaire pour conquérir et exercer un pouvoir politique. Ces auteurs reconnaissent les expériences religieuses authentiques dans le mouvement islamique de nouveau, mais ils y détectent aussi des signes de manipulation.

D'autres chercheurs rejettent cette interprétation. Selon eux, le nouveau islamique est un mouvement religieux et culturel pacifique, qui devient intransigeant, agressif et violent seulement quand il est réprimé par l'État. Leurs études démontrent que le nouveau islamique, accepté comme partie du processus politique en Égypte et en Jordanie, est resté un courant modéré, tandis que la dure répression qu'il a subie en Algérie et en Iraq l'a transformé en un mouvement agressif et violent.

Cette absence d'unanimité est inquiétante. Mais ce qui est pertinent pour les lec-

teurs et les lectrices de *Relations*, c'est que les citoyens musulmans du Québec sont souvent exposés à des préjugés et à la discrimination parce que les rapports journalistiques sur le fondamentalisme islamique d'outre-mer offrent une image déformée de l'Islam.

La grande majorité des musulmans du Québec appartiennent au courant principal de l'Islam: ils pratiquent leur religion tout en respectant le pluralisme religieux de la société moderne. Même les femmes et les hommes musulmans qui sont influencés par le nouveau islamique ont peu de sympathie, à part un petit nombre, pour la politique intransigeante et agressive des fondamentalistes en Afrique ou en Asie. Si certains musulmans veulent se retirer de ce monde et vivre entre eux de façon séparée, ils ont le droit de le faire, tout comme les juifs hassidiques et les mennonites de l'ordre ancien.

À cause de l'image négative de l'Islam que la télévision nous véhicule, nous nous devons d'assurer les musulmans et les musulmanes qui vivent parmi nous de notre respect et de notre admiration devant leur fidélité. ■

Bibliographie

FONDAMENTALISME, INTÉGRISME ET CONSERVATISME

- Moingt, Joseph, «Religions, traditions et fondamentalismes», dans *Études*, 373,3, septembre 1990, pp. 215-226.
- Entrevue de Pierre Lathuilière, «Questions sur le fondamentalisme chrétien», dans *Masses ouvrières*, no 427, sept-oct. 1989, pp. 49-55.
- Navaro, Pascale, «Poser des limites à la tolérance», Féminisme et extrémismes religieux, dans *Gazette des femmes*, novembre-décembre 1995, pp. 18-20.
- Lefebvre, Marcel, «Le fondamentalisme», Aperçu historique, dans *L'Église canadienne*, 23, no 3, 8 février 1990, pp. 77-78.
- En collaboration, «Le fondamentalisme dans les religions du monde», dans *Concilium*, no 241, mars 1992 (tout le numéro).
- En collaboration, «Le courant fondamentaliste chrétien», dans *Lumière et Vie*, no 186, mars 1988 (tout le numéro).
- Maurice, Antoine, «Le retour du fondamentalisme», dans *Choisir*, no 363, mars 1990, pp. 16-24.
- Moingt, Joseph, «Aux sources du fondamentalisme», Composantes sociales et religieuses des mouvements fondamentalistes, dans *Cahiers pour croire aujourd'hui*, no 77, 1991, pp. 5-10.
- Moingt, Joseph, «Séductions fondamentalistes», dans *Études*, 369,6, décembre 1988, pp. 667-679.
- Manier, Bénédicte, «Les conservatismes religieux, obstacles à l'universalité des droits?», dans *Transversales Science Culture*, no 36, nov-déc. 1995, pp. 21-22.
- Groupe national «Pastorale et Sectes», «La montée des intégrismes, des fondamentalismes, des conservatismes», dans *Documentation catholique*, no 2017, 9 décembre 1990, pp. 1073-1074.

LE PARTI RÉFORMISTE ET LE POPULISME DE DROITE

par Brian Tanguay¹



L' *Ouest canadien a «son» opposition officielle à Ottawa, le parti de M. Manning. Un spécialiste décrit pour nous ce parti opportuniste qui sait profiter habilement du courant populiste et dont le chef semble se soucier plus du pouvoir que de ses convictions...*

C'est à Winnipeg, à l'automne de 1987, que fut tenue l'Assemblée de fondation du Parti réformiste du Canada. Preston Manning, fils de l'ancien premier ministre du Crédit social en Alberta, E.C. Manning, y fut couronné chef du nouveau parti.

Le catalyseur immédiat pour la création du Parti réformiste fut la décision du gouvernement Mulroney d'accorder le contrat d'entretien des CF-18, valant plusieurs millions de dollars, à Canadair de Montréal plutôt qu'à Bristol Aerospace de Winnipeg, malgré la soumission moins coûteuse et technologiquement supérieure de cette dernière. Cette décision a choqué la plupart des gens de l'Ouest et les a convaincus

que les Conservateurs n'étaient pas mieux que les Libéraux pour défendre les intérêts de l'Ouest, surtout quand des votes du Québec étaient en jeu. Pour plusieurs, seul un parti entièrement neuf pouvait donner une voix à la protestation de l'Ouest; le premier slogan du Parti réformiste, «L'Ouest veut sa part» (*The West Wants In*), exprimait très bien ce sentiment d'aliénation de l'Ouest.

Deux questions fournirent à M. Manning l'occasion d'étendre l'influence du Parti réformiste au-delà des Prairies: l'opposition à la taxe du gouvernement Mulroney sur les produits et services (TPS) et la campagne contre les Accords constitutionnels du Lac Meech et de Charlottetown. Le mépris apparent du gouvernement Mulroney pour l'opinion des citoyens ordinaires sur ces questions a aidé à transformer le Parti réformiste, d'un mouvement de protestation de l'Ouest, en une alternative nationale de

droite aux Conservateurs et aux Libéraux.

En 1991, un référendum auprès des membres du parti approuva l'idée de se développer en Ontario et dans le Canada atlantique (ce qui était jusque-là interdit par la Constitution du parti). Et aux élections fédérales de 1993, Preston Manning et son parti ont exploité un important ressentiment anti-partis et anti-establishment pour récolter 52 sièges et presque 19% des suffrages exprimés, formant de fait l'opposition officielle du Canada anglais. Et même si presque tous les sièges réformistes furent remportés dans l'Ouest – l'Alberta et la Colombie Britannique à eux seuls en fournissant 46 –, le parti réussit quand même à recueillir 20% du vote en Ontario, remportant un siège et se classant deuxième dans 57 circonscriptions.

Un parti populiste?

Le Parti réformiste est-il un parti populiste? Il comporte certes une ressemblance réelle avec certains mouvements populistes antérieurs, surtout avec le Parti pro-

1. L'auteur est professeur de sciences politiques à l'Université Wilfrid Laurier de Waterloo, en Ontario. Cet article a été traduit de l'anglais par *Relations*.

LE VIEUX RÊVE DES MANNING

La fondation du Parti réformiste concrétisait, pour une grande part, un rêve vieux de vingt ans que Preston Manning et son père avaient d'abord exprimé dans leur livre, publié en 1967, «Le réalignment politique: un défi pour les Canadiens sensés» (*Political Realignment: A Challenge to Thoughtful Canadians*).

Dans ce manifeste, les Manning affirmaient que le système canadien de deux partis politiques et demi n'était pas fonctionnel, puisque les deux principaux partis n'offraient aucune véritable alternative aux électeurs, ne développaient pas de politiques significatives et s'enfermaient dans une partisanerie mesquine, divisant ainsi des citoyens qui auraient pu, autrement, être d'accord sur des questions importantes comme, par exemple, le caractère sacré du libre marché. Quant au NPD, il était écarté en tant que champion du «socialisme réactionnaire», considéré comme une philosophie politique extrême et obsolète.

Les Manning proposaient que le Parti progressiste-conservateur soit transformé en véhicule pour une philosophie de droite cohérente, qu'ils nommèrent «conservatisme social», qui combinerait les impulsions humanitaires avec une adhésion stricte aux «valeurs de la liberté d'activité économique et de l'entreprise privée éclairée». Ce Parti conservateur reconstitué pourrait alors rallier tous les citoyens s'opposant au collectivisme insidieux adopté par les Libéraux et le NPD. Et ce n'est qu'en cas d'échec de cette réforme du Parti conservateur qu'on devrait envisager la création d'un nouveau parti.

C'est exactement ce qui se produisit, vingt-cinq ans après la parution de *Political Realignment*, quand les gens de l'Ouest abandonnèrent en foule le Parti conserva-

te est d'ailleurs enchâssé dans la Constitution du Parti réformiste: «Nous croyons au bon sens des gens ordinaires, et à leur droit d'être consultés en matière de politiques avant que toute décision importante ne soit prise...»

te est d'ailleurs enchâssé dans la Constitution du Parti réformiste: «Nous croyons au bon sens des gens ordinaires, et à leur droit d'être consultés en matière de politiques avant que toute décision importante ne soit prise...»

Mais, malgré la glorification des «gens ordinaires» faite par le Parti réformiste, il y a au moins trois bonnes raisons pour se demander si la qualification de «populiste» est bien légitime.

Et comme les Progressistes, le Parti réformiste prescrit une forme de délégation ou de démocratie directe qui vise à revitaliser le système des partis, favorisant un plus grand usage des mécanismes de désaveu des députés, de référendums et d'initiatives des citoyens, dans le but de briser l'impasse de la démocratie représentative contemporaine qui, selon eux, subvertit la volonté du peuple. Ce thème populis-

- D'abord, les députés du Parti réformiste n'ont pas encore résolu les problèmes à la fois logistiques et philosophiques qui se posent quand on essaie de déterminer la «volonté du peuple». Si le parti a mis un téléphone spécial et un télécopieur à la disposition des gens qui veulent soumettre des suggestions pour la période quotidienne de questions en Chambre (les utili-

sateurs doivent défrayer eux-mêmes les frais d'interurbains), il n'a pas été beaucoup au-delà de ce genre de gestes symboliques.

Il est exact que le Parti réformiste a fait plus que tout autre parti fédéral en expérimentant ses «agoras électroniques» (*electronic town halls*) et d'autres formes de télé-démocratie, mais les résultats de ces efforts ont été jusqu'ici peu impressionnants. Une étude de Darin Barney² conclut que ces agoras électroniques sont «des spectacles cyniques, soigneusement organisés». La participation des citoyens à ces événements a été faible et décevante. Par exemple, en juin 1994, le député réformiste Ted White (Vancouver Nord) a tenu un référendum sur la Loi des jeunes contrevenants, auquel seulement 6% des électeurs inscrits de la circonscription ont participé. Malgré cela, White considéra l'opinion de cette minorité comme représentative de son comté, peut-être parce qu'elle était très majoritairement favorable à un durcissement de la loi contre les jeunes contrevenants.

Val Meredith, députée réformiste de Surrey, en Colombie Britannique, a voté contre la législation du gouvernement libéral sur le contrôle des armes à feu, en se basant sur un sondage téléphonique de ses électeurs, auquel participèrent seulement 2800 des 100 000 voteurs inscrits (moins de 3%); et pourtant, une bonne majorité de ces 3% était en faveur de l'enregistrement des armes à feu, auquel s'opposaient féroce-ment Meredith et plusieurs autres députés réformistes.

En avril 1994, Preston Manning a participé à une agora électronique sur la question du suicide assisté, auquel il est personnellement opposé. Un échantillonnage téléphonique aléatoire de 700 personnes, réparties dans cinq circonscriptions de Calgary, a révélé une forte majorité (70%) en faveur du suicide médicalement assisté; pourtant, M. Manning a refusé d'y voir la «volonté du peuple». Il affirma qu'il devait d'abord obtenir la répartition exacte des ap-

Jacques Gaillot, évêque de Parténia

Pourquoi aller sur Internet? Comment vivre sous les projecteurs des médias? Quel livre de la Bible le nourrit face aux défis du monde? Où apprendre la liberté en Église?

Lisez notre entrevue avec Jacques Gaillot, évêque de Parténia, dans notre numéro de juin.

pels afin de connaître les résultats pour sa seule circonscription, et non pas pour tout Calgary. Et si une solide majorité (60% ou 65%) de ses électeurs appuyait ce type d'euthanasie, il a admis qu'il serait obligé d'accéder aux vœux de ses mandants, tout en ajoutant qu'il continuerait de discuter la question avec les électeurs afin de les convaincre que cela n'était pas une bonne idée. Les actes de M. Manning révèlent une conception du rôle du député beaucoup plus proche de celle d'Edmond Burke que de celle que prêche l'idéologie du Parti réformiste.

- La deuxième raison pour mettre en doute le caractère populiste du Parti réformiste est le rôle joué par Preston Manning lui-même dans la vie interne du parti. Même s'il n'y a, *a priori*, aucune raison pour que le populisme et une direction de parti forte (ou même autocratique) ne puissent coexister, la pré-éminence de M. Manning dans son parti jette de fait quelques doutes sur l'image soigneusement entretenue d'un Parti réformiste qui soit l'expression de la démocratie à la base.

Aucun autre chef de parti n'est autant impliqué que lui dans tous les détails de la vie quotidienne du parti; et aucun autre leader politique n'a une autorité morale équivalente au sein de son organisation. Preston Manning a pu puiser dans la foi inébranlable de ses fidèles pour renverser la politique du parti (décision de se développer dans l'Est du Canada), pour atténuer d'autres politiques (sur la TPS), ou simplement pour imposer ses propres vues dans certaines questions cruciales (comme la décision de ne pas créer d'organisations

provinciales du parti, mal acceptée par bien des militants de la base).

Une étude critique du Parti réformiste, publiée par Murray Dobbin³, a exposé en détail les nombreuses façons dont M. Manning a cherché à bâillonner certains des membres les plus zélés de son parti, tout en continuant de vanter les mérites de la démocratie interne de parti. L'utilisation de référendums parmi les membres du parti, avec des questions soigneusement rédigées pour obtenir les réponses souhaitées par les bonzes du parti; les agoras électroniques; les groupes-témoins (*focus groups*); les questionnaires détaillés pour enquêter sur la vie privée des candidats potentiels du parti, afin d'éliminer tous ceux qui pourraient se révéler des francs-tireurs: telles sont quelques-unes des techniques utilisées par Preston Manning et son cénacle de conseillers pour garder le contrôle de ses militants.

Tom Flanagan note sarcastiquement que «le populisme de Manning est fluide. Il parle au nom du *bon sens des gens ordinaires*, mais il est le seul qui est autorisé à l'exprimer et il a diverses manières, pas toujours compatibles d'ailleurs, de découvrir cette sagesse insaisissable⁴». Bien que certains aient rouspété contre le style autocratique de leadership exercé par M.

Manning, cela est demeuré essentiellement limité et inefficace.

- Autre raison qui rend l'étiquette populiste quelque peu inadéquate pour le Parti réformiste: la nature des «élites de l'*establishment*» auxquelles les Réformistes s'attaquent. Contrairement à ses prédéces-

Ces politiques attirent surtout ces groupes de la société qui se sentent les plus menacés par les profondes transformations sociales et économiques qui marquent cette fin de XXe siècle.

seurs populistes, comme les Progressistes et les membres du Crédit social, le Parti réformiste «n'identifie aucun segment de la classe capitaliste comme l'ennemi principal du peuple⁵». Le Crédit social, par exemple, ciblait les banques et le système financier canadien comme la principale cause de la

2. «Pushbutton Populism: The Reform Party and the Real World of Teledemocracy», conférence présentée à l'Assemblée annuelle de l'Association canadienne de sciences politiques, Université du Québec à Montréal, 6 juin 1995.
3. *Preston Manning and the Reform Party*, Formac Publishing, Goodread Biographies, Halifax, 1992. Le politologue Tom Flanagan, ancien directeur de la recherche du Parti réformiste, a écrit son propre livre sur Manning et le Parti réformiste, *Waiting for the Wave*, Stoddart, Toronto, 1995. Tout en niant que M. Manning soit un «dictateur», Flanagan reconnaît qu'il «exerce un contrôle à peu près complet sur la politique du parti» (p. 29).
4. *Waiting for the Wave*, p. 32.
5. David Laycock, «Reforming Canadian Democracy? Institutions and Ideology in the Reform Party Project», in *Canadian Journal of Political Science*, 27: 2, juin 1994, p. 216.



Deborah Grey fait partie du noyau dur des députés de droite réformistes. Leur pensée extrémiste s'apparente à celle de la droite chrétienne aux États-Unis.

Fred Chartrand/CANAPRESSE

misère économique durant la Grande dépression; d'autres partis populistes ont concentré leurs attaques contre les monopoles et les fiducies. Le Parti réformiste, lui, vise plutôt les «groupes d'intérêts» – les lobbies féministes, ethniques et linguistiques, les syndicats et les nombreux autres groupes qui se sont engraisés aux frais du public – de même que la bureaucratie gouvernementale boursouflée, comme les véritables ennemis des gens ordinaires et les principaux obstacles à une saine administration démocratique.

Le monde des affaires est aussi visé, dans une certaine mesure; Preston Manning a écrit, par exemple, que «des groupes de lobby d'affaires... ont réussi à obtenir, dans certains secteurs, des niveaux d'avantages, de concessions fiscales et de subventions qu'une majorité des contribuables désapprouveraient si on leur donnait la chance d'exprimer leur opinion⁶».

Mais en même temps que le programme du parti (le Livre Bleu) engage le Parti réformiste à éliminer toutes les subventions et les avantages fiscaux aux milieux d'affaires, il réaffirme aussi sa foi dans «la valeur de l'entreprise et de l'initiative» et sa conviction que «la création de la richesse et des emplois productifs pour les Canadiens se réalise au mieux à travers le maintien d'une économie de libre entreprise, responsable et largement établie, dans laquelle la propriété privée, la liberté de contrat et les lois du libre marché sont encouragées et respectées⁷».

La droite populiste des années 90

L'attitude du Parti réformiste à l'égard des affaires et de l'État le distingue peut-être des mouvements populistes antérieurs, mais elle est en parfaite harmonie avec la forme dominante de la protestation populiste de droite des années 90. L'étude du populisme de droite en Europe de l'Ouest, réalisée par Hans Georg Betz, a montré que des partis comme le Parti de la liberté en Autriche, la Nouvelle démocratie en Suède, le Front national en France et les Républicains d'Allemagne chantent tous les louanges du libre marché et s'en prennent à l'État-providence et à son écrasant fardeau fiscal⁸.

Ces partis, comme le Parti réformiste au

Canada, ont tiré leur popularité d'une vague de cynisme et de volatilité de l'électorat, de même que de son hostilité à l'égard des mécanismes traditionnels de la démocratie représentative et, en particulier, des «vieux partis». Ils appellent à la modernisation à la fois les «perdants» – ceux qui sont relégués de force dans les formes marginales de l'emploi par l'économie globale des années 90, comme ceux qui sont simplement révoltés contre les excès de la modernité, avec sa prolifération de styles de vie alternatifs et sa décadence de la moralité traditionnelle – et les «gagnants». Et parmi ces derniers, on trouve surtout les nouveaux professionnels, qui peuvent s'attendre à obtenir le petit nombre d'emplois très bien payés et hautement qualifiés qui sont générés par la nouvelle économie, et qui ne veulent surtout pas que des bureaucraties d'un État-providence redistribuent quelque partie que ce soit de leur revenu durement gagné.

Contrairement aux partis populistes radicaux d'Europe occidentale, le Parti réformiste du Canada a surtout réussi, jusqu'ici, à faire appel à la modernisation des «perdants», et non (du moins, pas encore) à celle des «gagnants». Le parti est opposé

à certains dadas fédéraux, comme le bilinguisme officiel ou le multiculturalisme; il est profondément préoccupé de maintenir la loi et l'ordre (convaincu qu'il est que le système légal canadien est beaucoup trop clément envers les criminels); et il fait appel à une identité canadienne «sans trait d'union», selon laquelle aucun individu ne peut recevoir de privilèges particuliers sur la base de son appartenance à un groupe.

Ces politiques attirent surtout ces groupes de la société qui se sentent le plus menacés par les profondes transformations sociales et économiques qui marquent cette fin de XXe siècle, surtout les hommes blancs protestants plus âgés de la classe moyenne, qui voient leur monde familial mis sens dessus dessous par un fatras de programmes gouvernementaux et par une volée de groupes d'intérêts.

6. Preston Manning, *The New Canada*, Macmillan, Toronto, 1992, p. 320.
7. Parti réformiste du Canada, *Principles and Policies: The Blue Book*, Calgary, 1991, 13, 20.
8. Hans-Georg Betz, «The New politics of Resentment: Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe», *Comparative Politics*, 25, juillet 1993, pp. 413-427.

Les SIX CAHIERS DE 1996

263 - LES THÉOLOGIES FÉMINISTES
DANS LES DIFFÉRENTS CONTEXTES

264 - LA PLACE DE NOS ENFANTS

265 - LES MOUVEMENTS DE PENTECÔTE

266 - LE PÉLERINAGE

267 - DE LA VIE AU DROIT


268 - LA REDÉCOUVERTE DE JÉSUS


Abonnement 1996

France 320 FF
Étranger 405 FF
Le cahier 72 FF

CONCILIUM

REVUE INTERNATIONALE DE THÉOLOGIE





CONCILIUM - 262
SOCIOLOGIE DE LA RELIGION

ÉDITORIAL
par John COLEMAN et Miklós TOMKA

I. LE NATIONALISME DANS L'HISTOIRE PROFANE
ET L'HISTOIRE DES ÉGLISES

Heinrich SCHILLING. Confession et identité politique dans l'Europe de la modernité naissante.

Victor KONZEMUS. Foi chrétienne universelle et nationalisme.

Miklós TOMKA. Sécularisation et nationalisme.

II. PATRIOTISME, NATIONALISME ET CITOYENNETÉ

Heinrich SCHNEIDER. Patriotisme et nationalisme.

John COLEMAN. Une nation de citoyens.

III. LE RÔLE DE LA RELIGION
DANS LES CONFLITS NATIONAUX

Srdjan VRKAN. La religion, les Églises et la guerre post-yougoslave.

David SELIAK. Religion, nationalisme et fracture du «Canada».

László ASZÓDI & Georgius FRATER. *De profundis...* La religion soutien des minorités.

IV. RELIGION ET NATIONALISME DANS LE MONDE

Gregory BAUM. Quelle sorte de nationalisme? Distinctions éthiques.

Ashis NANDY. Le laïcisme, le nationalisme hindou et la peur du peuple.

Ziauddin SARDAR. Islam et nationalisme.

Une alternative aux vieux partis?

Peut-on dire que le Parti réformiste offre une véritable alternative de droite aux grands partis traditionnels canadiens? Pas tout à fait. Car il y a des tensions évidentes dans le parti au sujet de l'idéologie, la plus évidente opposant Preston Manning et les éléments les plus radicaux de sa base. Tom Flanagan, l'auteur de *Waiting for the Wave*, a quitté le parti parce qu'il craignait que M. Manning essaie de le pousser trop vers le centre du spectre idéologique. Pour lui, les «instincts» économiques de M. Manning étaient fondamentalement centristes, contrairement à ceux de Ronald Reagan ou de Margaret Thatcher. Et il est vrai que M. Manning a fait bien des ajustements sur certaines questions économiques centrales, comme la TPS et les plans du parti pour éliminer le déficit fédéral.

Malgré tout, les positions de M. Manning en matières économiques demeurent bien à droite de celles que défendent la plupart des députés progressistes conservateurs, même si elles ne se conforment pas parfaitement à l'orthodoxie de la libre entreprise que prônent, par exemple, le Fraser Institute au Canada ou Newt Gingrich aux États-Unis.

Mais c'est sur les questions sociales et culturelles que l'opposition est la plus grande entre les Réformistes modérés (y compris M. Manning) et l'aile radicale de droite du parti. Ces divisions se sont exprimées sur des questions comme le multiculturalisme, les droits autochtones, l'avortement, le contrôle des armes à feu, et le projet de loi C-41 (déposé par le ministre de la Justice, Allan Rock, pour augmenter les pénalités dans les cas de crimes haineux, entre autres les crimes contre les homosexuels).

Quelques-uns des commentaires faits sur ces questions par le noyau dur des députés de droite réformistes – Myron Thompson et Deborah Grey d'Alberta, Mike Scott, Val Meredith et Sharon Hayes de Colombie Britannique – ressemblent beaucoup aux points de vue extrémistes exprimés par des éléments de la droite chrétienne aux États-Unis. M. Thompson, par exemple, a été acclamé lors d'un rassemblement réformiste quand il a affirmé que s'il ne haïssait pas les homosexuels, il haïssait cependant l'homosexualité. Mike Scott, de son côté, voyait dans le plan d'enregistrement des armes à feu, proposé par le ministre de la Justice, rien de moins que le premier pas vers une «dictature élue», po-



Tom Hanson/CANAPRESSE

sition tout à fait semblable à celle qui est défendue par les milices américaines d'extrême-droite.

Il y a un groupe de chrétiens évangéliques au sein du Parti réformiste; Sharon Hayes, une ancienne enseignante de la Bible, préside le comité du parti sur les va-

Le Parti réformiste est une expression véritablement moderne du populisme de l'Ouest canadien, dirigé par un individu pragmatique et quelque peu autocratique qui garde l'oeil sur le gros lot: le pouvoir.

leurs familiales et fait régulièrement front commun avec d'autres députés ouvertement religieux (dont certains, comme Tom Wappel et Roseanne Skoke, appartiennent au Parti libéral au pouvoir) dans le but de protéger les valeurs familiales traditionnelles contre l'empiétement de l'État.

De façon générale, toutefois, l'influence de la droite chrétienne au sein du parti est limitée par deux facteurs. D'abord, le pragmatisme de Preston Manning et son désir irrésistible de transformer le Parti réformis-

te en une organisation centriste inclusive, ayant une chance réaliste de prendre le pouvoir, l'ont amené à mettre son propre héritage évangélique au second plan et à se tenir à distance des éléments plus extrêmes du parti. De plus, l'engagement formel du parti à permettre à ses députés de voter, sur les questions «morales», selon les souhaits de leurs électeurs peut être utilisé pour diluer l'influence politique de la faction évangélique. Sur des questions comme l'avortement, le contrôle des armes à feu ou le suicide médicalement assisté, les députés représentant des circonscriptions urbaines peuvent invoquer les vœux de leurs électeurs pour adopter des positions différentes de celles que défend l'aile droite du parti.

En somme, le Parti réformiste est une expression véritablement moderne du populisme de l'Ouest canadien, dirigé par un individu pragmatique et quelque peu autocratique qui garde l'oeil sur le gros lot: le pouvoir. Avec pour conséquence que, dans l'avenir immédiat du moins, l'influence des éléments d'extrême-droite dans le parti, y compris de sa faction évangélique, sera circonscrite. Mais on peut prédire avec certitude que les tensions entre Preston Manning et les Réformistes religieux vont régulièrement refaire surface, comme par le passé, rendant ainsi plus difficile pour le chef de réaliser son but primordial: faire du Parti réformiste un parti «présentable» aux yeux d'une majorité des électeurs canadiens. ■

LA MARÉE MONTANTE DE LA DROITE

par Anne Duvivier¹

En France, les effets de la crise économique entraînent une telle insécurité que des personnages d'extrême-droite apparaissent comme des figures rassurantes. Les partisans du Front national, de l'Opus Dei ou d'autres groupes intégristes occupent de plus en plus de terrain, sans qu'on puisse leur résister.

Phénomène nouveau, les succès électoraux remportés par l'extrême-droite, qui affecte de jouer le jeu de la démocratie, lui permettent désormais en France (mais aussi en Belgique, en Autriche, en Italie) de participer directement à la gestion des affaires publiques, surtout dans les instances municipales et régionales. Phénomène nouveau aussi, la composition sociologique de son électorat connaît de notables changements, avec un enracinement inquiétant au cœur des classes populaires traditionnellement acquises à la gauche (et au parti communiste en particulier). Phénomène nouveau encore, des réseaux se constituent, se ramifient, se travestissent selon une stratégie qui ne laisse rien au hasard, pour mieux infiltrer toutes les strates de la société. Les plus visibles d'entre eux, «skinheads» néonazis ou commandos intégristes anti-avortement, n'hésitent pas à recourir à la violence...

Face à cette dangereuse et inquiétante dérive, force est de constater que ni les partis démocrates ni l'Église hiérarchique n'ont trouvé pour l'instant de réponse adaptée.

Le Front national (FN), une stratégie payante

Aux élections municipales de juin 1995, trois importantes villes du Sud de la France sont tombées dans l'escarcelle du FN (principale composante de cette droite radicale), tandis que d'autres communes

comptent désormais des conseillers municipaux de la même obédience dans leurs rangs. Comme frappés de stupeur, les médias ont alors braqué tous les projecteurs sur l'événement, – pour le plus grand bénéfice finalement de Jean-Marie Le Pen, chef charismatique du mouvement – puis, l'été passé, ont trouvé d'autres sujets d'intérêt, laissant ces élus d'un genre particulier entreprendre impunément de vérifier leurs théories dans ce qu'ils appellent eux-mêmes leurs «laboratoires».

Cette prise de pouvoir à l'échelon local a été préparée de longue date. Contrairement aux partis traditionnels (droite et gauche confondues), essoufflés et ravagés par les querelles internes ou l'usure du pouvoir, qui ne renouent avec une dynamique offensive que le temps d'une campagne électorale, le FN ne relâche jamais l'action militante. Chaque commune convoitée fait l'objet d'un minutieux quadrillage, et des milliers de tracts portant sur les questions aussi bien locales que nationales ou internationales sont diffusés sur les marchés, lieux de prédilection pour toucher un auditoire populaire, souvent mal informé ou peu cultivé, donc facile à convaincre.

D'autant que les nouveaux élus, choisis pour leur profil atypique soigneusement entretenu (l'adhérent FN restant pour beaucoup aisément identifiable à son apparence, crâne rasé, tenue vestimentaire, etc.), affichent une apparence de courtoisie, de modération, bref une façade de respectabilité qui fait merveille.

Cependant, chassez le naturel, il revient au galop... N'est-ce pas le même Jean-Marie Le Pen qui tente un procès en diffamation à quiconque l'accuse d'être d'extrême-

droite, qui qualifie les chambres à gaz de «point de détail» de l'histoire, ou qui écoute, hilare, son «ami» russe Vladimir Jirinovski «dont les idées ne lui paraissent pas spécialement extrémistes» déclarer: «Si la guerre éclate, nous enverrons des Tchétchènes au combat. La France enverra ses nègres. Jean-Marie sera à Paris en train de siroter du vin blanc et moi, à Moscou, en train de boire de la vodka. De temps en temps, nous nous téléphonerons pour faire le compte des Tchétchènes et des nègres tués de part et d'autre²».

Autre arme efficace: une utilisation politique des associations (extrêmement nombreuses en France, et, depuis la Loi de 1901, très faciles à constituer), particulièrement dans le domaine caritatif. À chaque type de problème correspond donc, localement, une association qui ne dit évidemment pas son origine. Distributions de denrées alimentaires, de vêtements, mais aussi regroupement d'écologistes, d'anciens combattants ou même de femmes. Simplement, cette assistance s'adresse aux Français de souche à qui on prodigue aussi la bonne parole. Ainsi, à Toulon, une des trois villes du Sud conquises par le FN, l'une des conseillères municipales estime-t-elle: «L'épanouissement des femmes n'est pas à chercher dans une pseudo-

1. Anne Duvivier est rédactrice en chef adjointe à l'hebdomadaire français *Témoignage chrétien*.
2. *Le Canard enchaîné*, 14 février 1996. p. 8.
3. Virginie Martin, *Toulon la noire, le Front national au pouvoir*, Denoël, Paris, 1996, p. 177.
4. À Toulon, «la Fraternité française est financée par la Banque alimentaire, via le Parlement européen: «Ça nous a coûté zéro franc, cet organisme est considéré d'utilité publique». Cité par Virginie Martin, op.cit. p. 95.
5. François Normand, «Garde blanche du Vatican, la troublante ascension de l'Opus Dei», *Le Monde diplomatique*, no. 498, septembre 1995, pp. 1, 22, 23.
6. *Le Canard enchaîné*, 5 juillet 1995.

émancipation, mais dans la possibilité d'accomplir leur destin biologique dans la transmission de la vie, et leur destin social dans l'éducation de leurs enfants³».

Les associations contre le chômage sont les plus florissantes, d'autant que leur financement bénéficie d'étranges facilités⁴. Il s'agit de «caser», chez des sympathisants ou militants FN, des demandeurs d'emploi français que la gratitude – endoctrinement aidant – doit en toute logique pousser à l'engagement. Au centre de tout cela, un slogan, toujours le même, «*préférence nationale*», anti-constitutionnel, bien sûr, mais connaissant une popularité tellement croissante que les édiles FN se disent prêts à affronter les tribunaux pour défendre cette option, certains de recueillir le soutien massif de leurs administrés.

Car, si le FN a été longtemps le refuge des couches moyennes (artisans, commerçants, agriculteurs), il gagne maintenant les ouvriers, c'est-à-dire ceux qui ressentent le plus durement les effets de la crise: chômage ou précarité de l'emploi, exclusion des nouvelles technologies, relégation dans des banlieues déshéritées et en proie à l'insécurité, menaces sur le système de

protection sociale, perte d'audience des syndicats et, plus généralement, éclatement des structures sociales mises en place après la Seconde Guerre mondiale, au profit de la transnationalisation de l'économie; tout cela met à mal notre idéal républicain d'«égalité» et de «fraternité», d'autant que quatorze ans de gestion socialiste n'ont pas réussi à enrayer la courbe du chômage, sur laquelle chacun a les yeux rivés, et qui frappe indistinctement tous les secteurs d'activité. Dans tous les cas, le bouc émissaire est clairement désigné: l'immigré (non européen), coupable de tous les maux. De nombreux «incidents», allant jusqu'à plusieurs meurtres de jeunes maghrébins, ont émaillé ces derniers mois les manifestations du FN ou ses campagnes électorales.

Le syndicat de policiers FN nouvellement créé ayant réalisé un score remarquable, aux dernières élections professionnelles, le prochain objectif clairement affirmé du FN est maintenant de conquérir les lycées et les facultés... Car, outre le discours sur la perte d'identité nationale, décliné sur tous les tons, le FN se plaît à porter la polémique sur le terrain de la morale,

invoquant à tout instant quelque fantasmagorique décadence des moeurs...; et l'on voit ses thèses trouver d'étranges échos chez des catholiques intégristes de plus en plus actifs et de mieux en mieux organisés...

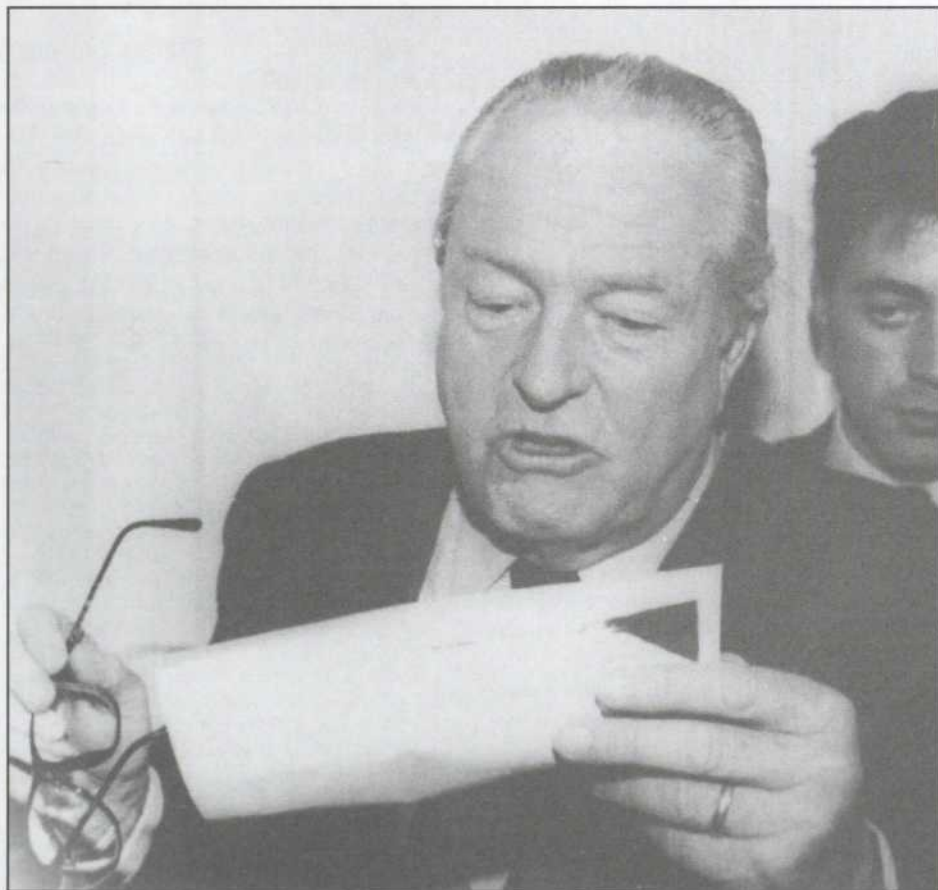
L'incontournable Opus Dei...

Difficile de parler des réseaux intégristes dans la perspective de leurs relations avec l'extrême-droite, leurs membres avançant généralement à visage couvert. Ce qui suscite d'ailleurs, s'il faut en croire une rumeur tenace, une belle pagaille au sein du Front national, où païens et chrétiens se disputeraient âprement l'hégémonie sur le parti.

Parmi les organisations intégristes les plus en vue, l'Opus Dei occupe une place de choix.

«Si l'intégrisme musulman fait la une des journaux, les activités de la droite chrétienne s'effectuent souvent dans l'ombre, comme en témoigne la troublante ascension de l'Opus Dei. Milice religieuse au comportement de secte, héritière d'un anti-communisme militant, puissance à la fois économique et politique, l'Oeuvre exerce une influence multiforme sur l'Église, mais aussi sur les pouvoirs temporels, qu'elle cherche à infiltrer. On retrouve ses proches jusque dans le gouvernement de M. Alain Juppé». Inquiétant constat dressé par le très austère et très officiel *Monde diplomatique*⁵, après les révélations du *Canard enchaîné* (publication satirique mais remarquablement informée) qui étalait une liste nominative impressionnante des ministres, secrétaires d'État et députés entretenant des liens plus ou moins étroits avec des associations anti-avortement, comme *Laissez-les vivre* ou *La trêve de Dieu*, où ils côtoient d'importantes figures du Front national.

Le Président Chirac lui-même apparaît au comité d'honneur de l'Association des amis du professeur Lejeune, mort en 1994, virulent croisé de la lutte anti-avortement, et dont le gendre, Hervé Gaymard, est à la fois l'animateur d'une Fondation Jérôme Lejeune, et a charge du portefeuille de la Santé dans l'actuel gouvernement⁶. Son nom revenant avec insistance lorsqu'on évoque les «opusiens», l'intéressé a finalement démenti cette appartenance, sans convaincre cependant. «Qu'il soit impossible de vérifier n'est guère surprenant: le mouvement cultive le secret depuis ses origines», note le *Monde diplomatique*, qui rappelle les grandes orientations de



Lionel Cironneau/CANAPRESSE

Jean-Marie Le Pen, président du Front national.
Sous une apparence de courtoisie, de modération, de respectabilité, son parti d'extrême-droite représente un réel danger pour la démocratie.

l'Oeuvre, fondée à Madrid en 1928 par un jeune prêtre franquiste convaincu, José Maria Escriva de Balaguer, béatifié en 1992 (seulement dix-sept ans après sa mort) par Jean-Paul II⁷. Ce dernier, contrairement à ses prédécesseurs, a accordé à l'Oeuvre un statut extrêmement privilégié de «prélature personnelle», lui conférant les attributs d'un véritable diocèse sans limitation territoriale, et la soustrayant de fait à l'autorité des évêques diocésains, bien que théoriquement ses membres laïcs dépendent toujours juridiquement de leur évêque.

Évoquant la commission d'enquête parlementaire sur les sectes à laquelle il appartient, le député Jean-Pierre Brard constate à propos de l'Opus Dei: «(...) le seul hiatus par rapport à la définition de la secte – si bien que dans le cadre d'une législation prudente comme je la propose, cela

Prête-noms, sociétés écran, scandales financiers, «la sainte mafia» qui jongle avec des millions de dollars s'emploie désormais à infiltrer les organisations internationales comme les Nations unies, l'Unesco, ou l'OCDE.

lui permettrait certainement de rester en dehors du champ d'application – c'est ce qui la met, si j'ose dire, à couvert⁸».

Prête-noms, sociétés écran, scandales financiers, «la sainte mafia» qui jongle avec des millions de dollars s'emploie désormais à infiltrer les organisations internationales comme les Nations unies, l'Unesco, ou l'OCDE. «Le Parlement européen à Strasbourg et la Commission à Bruxelles sont ses lieux de prédilection, et le nouveau président de la Commission, M. Jacques Santer, un ami⁹». Elle édite, sans le label Opus Dei et avec une subvention de la Commission de Bruxelles, une publication hebdomadaire, *Europe Today*, en français, anglais et espagnol, envoyée depuis Bruxelles dans le tiers monde et qui reprend les thèses les plus réactionnaires de la droite catholique.

En France, on cite des personnalités du monde politique aussi bien que des affaires qui donnent des conférences au Centre Garnelle, à Paris, ainsi que dans la trentai-

ne de centres et d'associations affiliés, disséminés sur le territoire.

Des langues se délient pourtant. D'anciens membres de l'Opus ou des familles dénoncent ses pratiques «sectaires». Chaque témoignage publié suscite en réaction un «droit de réponse» courtois et ferme, et la Conférence épiscopale française reste bien silencieuse...

Et les autres...

On peut faire remonter l'introduction du concept d'«intégrisme catholique» en France, à la publication de l'encyclique *Rerum Novarum*, en 1891. Schématiquement, on peut dire qu'il y a alors affrontement entre ceux qui acceptent la société nouvelle, issue de la Révolution et des Droits de l'Homme, et ceux qui refusent en bloc la modernité et la liberté de conscience, la séparation de l'Église et de l'État.

Cette appellation recouvre en fait aujourd'hui des réalités plus diverses: nostalgiques du régime de Vichy, opposants au Concile de Vatican II et tenants du latin à la messe, qui s'autodésignent «traditionalistes», partisans de l'évêque schismatique Mgr Lefebvre (1905-1990), excommunié en 1988; monarchistes même...

En ce sens, on l'aura compris, la politique de Jean-Paul II n'arrange rien, et les festivités prévues pour la commémoration prochaine du baptême de Clovis (assimilé hâtivement par le Vatican au baptême de la France, ce que nuancent, pour le moins, nombre d'historiens) ajoutent encore à cette ambiguïté¹⁰. Ainsi, Jean-Marie Le Chevallier, maire FN de Toulon, ne craint-il pas d'affirmer que cet anniversaire consacra «quinze siècles de préférence nationale¹¹» tandis que Bernard Antony, du journal *Présent* (publication catholique intégriste particulièrement virulente) et membre du bureau politique du FN, affirme: «la substance spirituelle intellectuelle et morale, mais aussi biologique de notre pays s'en va. La France est diminuée, envahie, occupée, avilie» et seule une «résistance nationale et chrétienne» peut la sauver¹²!

Fonctionnant comme des sociétés secrètes, ces groupements disposent donc d'un encadrement, souvent de type paramilitaire, d'un patrimoine immobilier conséquent (opulentes abbayes), de réseaux financiers, de moyens de communication et de relais puissants... et alternent l'action

souterraine et la visibilité à outrance, comme ces commandos de plus en plus nombreux qui s'enchaînent aux tables d'opération dans les hôpitaux pratiquant l'avortement.

En guise de conclusion provisoire...

Aucune des tentatives de résistance à cette marée montante n'a vraiment fait ses preuves, d'autant que le front anti-fasciste est profondément divisé. Le rappel de l'histoire, qui souligne la filiation entre les thèses de Le Pen et les pires heures de l'occupation nazie, ne soulève que peu d'échos chez une population qui voit dans les notables du FN des figures rassurantes. L'exaltation de l'antiracisme et de la solidarité ne soulève pas non plus d'enthousiasme chez des individus aigris par le chômage et marginalisés.

Le boycott des villes tombées aux mains du FN, en prenant le risque d'en culpabiliser les habitants, peut les conduire à se radicaliser plus encore... Alors?

Alors, un espoir pourrait venir du prochain pontificat.

Mais cette question dépasse largement les limites hexagonales.

En revanche, la gauche française (partis, associations, individus) porte une responsabilité terrible. Ou elle est capable de se restructurer en profondeur, d'inventer de nouvelles solidarités et de proposer aux citoyens un projet alternatif crédible, centré sur la personne et non sur la seule quête du pouvoir, ou l'ascension de l'extrême-droite continuera inexorablement... ■

7. «Le jeune Escriva de Balaguer vécut la guerre civile en Espagne comme une lutte entre catholiques et communistes, en qui il voyait l'incarnation du mal. Sa vision du monde en fut déformée, et tout comme Pie XII, il minimisa l'horreur du nazisme et même la gravité de l'holocauste, y voyant un rempart providentiel contre le communisme». *Le Monde diplomatique*. art.cit., p. 22.
8. «Légiférer à froid», *Témoignage Chrétien*, no. 2689, 26 janvier 1996, p. 8.
9. *Le Monde diplomatique*, art.cit., p. 23.
10. On sait aussi que Jean-Paul II a prévu, lors de sa venue en France, de se rendre en Vendée, terre de contre-révolution par excellence.
11. «Le Front national, la tache d'huile», Enquête par Béatrice Houchard», *La vie*, no. 2636, 7 mars 1996, p. 22.
12. Cité par Christian Digne, in «Front national, l'offensive qui inquiète», *Futurs*, no. 86, 22 février 1996, p. 1.

en bref

Le statut de Jérusalem est un défi majeur dans les négociations israélo-palestiniennes. Dans le numéro de février 1996 de *Solidarité*, publication du Centre international de solidarité ouvrière (CISO), la question est abordée sous le titre: **Paix et justice pour Jérusalem**. Ce dossier sur Jérusalem, réalisé par Chantal Mantha, mis en pages par Louise Gravel, précise les enjeux, dresse un historique, analyse la situation aujourd'hui, nomme les atteintes aux Conventions et au droit international. Le dossier débouche sur des solutions qui pourraient permettre de partager, sans diviser, un patrimoine commun. Idéalement, libérer Jérusalem signifie assurer le libre accès à la ville et aux lieux saints pour tous, garantir la tolérance religieuse, la liberté de culte et la coexistence, et faire de Jérusalem la capitale de la Paix, une ville-symbole de la paix.

Les évêques catholiques du Nouveau-Brunswick adressaient, en janvier dernier, un message clair aux membres du gouvernement du Canada, à savoir que l'actuelle réforme de l'assurance-chômage était bien mal engagée. C'est ce qui se dégage des importantes manifestations qui se sont déroulées au Nouveau-Brunswick. Ce sont des **cris de détresse** qu'il faut écouter attentivement et qui appellent une réponse appropriée, à trouver avec les gens concernés, disent les évêques. Le problème du chômage rend plus évidente que jamais la nécessité d'un changement social. Avant tout, ce sont des emplois qui sont réclamés. En rappelant l'importance du travail pour le développement des individus et de la société, les évêques attirent l'attention des gouvernants sur la situation particulière des travailleuses et des travailleurs saisonniers ou occasionnels, notamment dans les domaines des pêches, de la forêt, de la construction et du tourisme.

Trois fois par année, le Réseau oecuménique des femmes du Québec (ROF/WEN) publie **Le trait d'union**, un bulletin destiné à faire connaître les visions, les actions et les luttes des femmes ainsi que leurs préoccupations d'unir justice et foi. Cette publication se veut, pour ce collectif de femmes chrétiennes et féministes, un outil privilégié pour ouvrir un chemin de dialogue et de solidarité avec les femmes de différentes appartenances religieuses qui vivent au Québec. Pour des informations sur le Réseau ou pour un abonnement au bulletin, vous pouvez

contacter Céline Dubé, au (514) 387-2541.

La situation de la **santé en Haïti** demeure l'une des plus critiques du continent américain. C'est ce qui ressort d'une enquête-sondage réalisée par l'Institut haïtien de l'enfance (IHE), qui désire intensifier les mesures visant à contrer les trois principales causes de décès de très jeunes enfants: la diarrhée (37%), la sous-nutrition (32%), qui mène aussi à des retards de croissance, et les infections respiratoires aiguës (25%). En matière de santé, il y a des défis urgents à relever. Sur 1000 enfants vivants à la naissance, 131 décèdent avant d'atteindre leur cinquième anniversaire. Cette enquête, menée sur le terrain auprès de 4818 ménages, de 5356 femmes âgées de 15 à 49 ans et de 1610 hommes âgés de 15 à 59 ans, précise qu'on devra faire campagne pour accroître la proportion d'enfants vaccinés, intensifier l'éducation dans les domaines de la santé, de la sexualité et de la «parenté responsable».

Le VIème Congrès de l'Association internationale pour la **recherche interculturelle** (ARIC) se tiendra à l'Université du Québec à Montréal, du 21 au 25 mai 1996, et la Chaire Concordia-UQAM en études ethniques en sera l'hôte. Le titre donné à ce congrès précise les multiples réalités en jeu: *Dynamique(s) interculturelle(s): Diversité des espaces, spécificité des pratiques*. Nous pouvons rappeler ici que l'ARIC est une association internationale pluridisciplinaire rassemblant théoriciens et praticiens des pays du Nord et du Sud; ces derniers se consacrent à l'analyse et la compréhension de l'ensemble des phénomènes liés aux contacts et interactions entre groupes socioculturels historiquement différenciés et à l'intervention en milieu pluriethnique. Pour de plus amples informations, tél.: (514) 987-6689.

À l'occasion de la journée des femmes, le 8 mars 1996, le Centre des femmes de Montréal lançait la publication du document intitulé «Les outils de sélection en emploi et les femmes immigrantes». Cet ouvrage s'adresse à tous les employeurs et vise à débusquer les préjugés et les différences culturelles qui aboutissent à la discrimination dans l'emploi. Cette discrimination réfère donc à l'existence de «**ghettos d'emplois**» partout dans le monde du travail, ghettos formés notamment par l'héritage culturel. Cet ouvrage peut être un outil précieux pour les personnes qui luttent pour l'équité en emploi. Pour informations, contacter le (514) 842-1066 ou le

Cher Monsieur Landry

M. Bernard Landry
Assemblée nationale
Gouvernement du Québec

Cher Monsieur,

Les événements récents nous rappellent la très grande diversité idéologique qui existe au sein du mouvement souverainiste. Lors du dernier Conseil national du Parti québécois, vos propos ont de nouveau démontré votre option pour une souveraineté néo-libérale. Quant à moi, je soutiens que souveraineté et néo-libéralisme ne peuvent faire bon ménage, non seulement à cause des failles morales du néo-libéralisme, mais surtout à cause d'une incompatibilité fondamentale.

Nous parlons souvent de la crise de l'État-providence comme d'une crise de la solidarité sociale, de la compassion et de «l'assistencialisme». Et nous débattons souvent de la dimension fiscale de cette crise. D'aucuns prétendent que nous vivons au-dessus de nos moyens; d'autres, qu'une élite accapare plus que sa juste part de notre richesse collective. Mais nous ne nous arrêtons pas suffisamment sur le fait que la crise de l'État-providence est aussi une crise de l'État.

Nous vivons à l'époque de l'effritement de l'État-nation. L'État, comme expression démocratique de la volonté collective d'un peuple, subit une désagrégation progressive. Dans un article paru dans le *Monde diplomatique*, que je n'arrive plus à retracer, j'ai trouvé une image forte de cet effritement de l'État-nation. Alors que nos parlements siègent quelques centaines d'heures par année, les marchés financiers fonctionnent vingt-quatre heures par jour, 365 jours par année! Les processus démocratiques d'un gouvernement sont lents. Ils exigent consultation et débat, discussion et compromis. Or, à l'instant même où un gouvernement dépose son budget ou annonce une politique, les marchés financiers réagissent selon leur propre logique et sans égard pour le bien commun, le bien-être collectif ou les besoins fondamentaux de la population. Si un gouvernement s'écarte du bon chemin, le marché le punit, baisse sa cote de crédit ou attaque la valeur de sa monnaie. De même, si un État se conforme sagement aux conseils de savants économistes, le marché va le récompenser.

Une telle situation ne rend-elle pas vaine toute notion de démocratie? De même, que veulent dire «partenariat», «concertation» ou «consensus social», quand le marché, juge et partie, s'érige en arbitre final à qui seul revient le droit d'évaluer la performance des États?

Je suis une lectrice insatiable. Parmi celles de mes lectures bigarrées qui parfois m'effraient, il y a cet article du financier japonais Kenichi Ohmae (*Foreign Affairs*, Spring

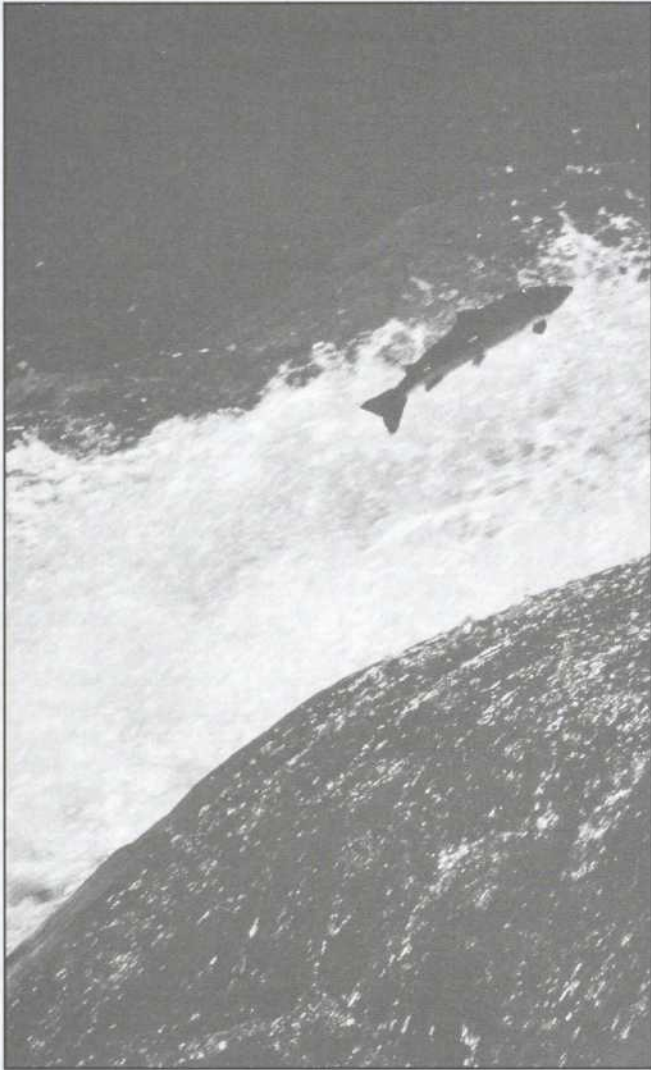
1993, p. 78-87). M. Ohmae fait partie de ces gens qui se méfient de l'État, de son aspiration à améliorer les conditions de vie de l'ensemble des citoyens, de sa tentation de modeler l'économie équitablement pour sa population. Sa thèse est relativement simple. Dans un monde sans frontières, l'État-nation, parce qu'il ne représente aucune communauté authentique d'intérêts, est une unité artificielle; elle charbonne les alliances naturelles qui, par la concertation des intérêts communs, sont susceptibles de favoriser l'effort économique.

Il propose alors de remplacer les États-nations par des zones économiques, qu'il surnomme les États-régions. Développées autour d'une ville clé (par exemple, Singapour, Sao Paulo ou Seattle), sans égard aux frontières nationales, parfois transnationales ou infranationales, ces États-régions sont des créations de la main invisible du marché. La proximité géographique des infrastructures favorise un climat économique fébrile, axé sur l'efficacité, la flexibilité, la productivité et la consommation. Prospère, leur population, qui n'est ni trop grande ni trop petite (de 5 à 20 millions), se désintéresse des débats politiques inutiles pour se concentrer sur la poursuite de la richesse...

Je ne sais pas si M. Ohmae peut pointer Montréal sur une carte du monde. Dans son article, il n'en parle pas. Sur no-

Alors que nos parlements siègent quelques centaines d'heures par année, les marchés financiers fonctionnent vingt-quatre heures par jour, 365 jours par année!

tre question nationale, une seule remarque: dans le nouveau contexte national, il s'agit d'un faux problème. L'avenir des grands centres canadiens (il parle de Vancouver et de Toronto) réside dans leur intégration dans les différents États-régions américains. D'ailleurs, demande-t-il, à quoi sert le français quand c'est vers l'Asie qu'il faut se tourner? Alors, que deviendra Montréal? Une banlieue de Plattsburg? Et même si elle devenait une ville périphérique rayonnant au sein d'un État-région bostonnais, quelle dynamique économique représentera-t-elle pour l'ensemble du Québec? Japonais, M. Ohmae ne serait peut-être pas effrayé de voir la population québécoise se concentrer sur l'île de Montréal, y créant une densité semblable à celle de Tokyo. Mais quant à



Mitchell Campbell/Fédération québécoise pour le saumon atlantique

moi, je ne suis pas le moindrement attirée par une telle perspective.

Permettez-moi de préciser que je ne rêve pas de créer un petit village gaulois, ni de faire du Québec le paradis du Nord. Je comprends que des contraintes, dans la vie, ça existe (d'ailleurs, si je ne comprenais pas la nécessité de vivre selon nos moyens, il y aurait des photos en couleurs dans Relations!). Mais je crois aussi à la capacité humaine de dépasser nos limites, de résoudre nos problèmes, d'inventer des solutions inédites. Encore plus, je crois que le peuple québécois, qui a su préserver sa langue alors que les autres colonies européennes se fondaient dans l'unilinguisme anglais, est capable de défier les tendances historiques que certains prétendent inévitables.

Nous arrivons à la croisée des chemins. Si nous voulons éviter de disparaître au sein d'une économie mondialisée, il va falloir cultiver consciemment notre fierté nationale comme ressource première pour imaginer et réaliser un projet de société autre. C'est seulement de cette façon que nous pourrions survivre comme société capable de faire des choix. J'admets qu'un tel virage ne peut pas être réalisé par décret gouvernemental. Cependant, comme ministre des Finances d'un

gouvernement qui prône la souveraineté nationale, vous êtes appelé à élaborer des orientations gouvernementales qui favorisent ce virage.

Le virage que j'évoque rend possible certains choix. Ainsi, par exemple, au nom de la fierté nationale, nous pourrions viser une plus grande nationalisation de la dette, afin d'accroître notre marge de manoeuvre. Dans cette optique, l'émission de bons du trésor spéciaux, un peu comme ceux que le gouvernement a vendus lors de la guerre, pourrait permettre à la population de participer à cet effort.

Un peuple fier veut léguer à ses enfants non seulement des finances équilibrées, mais aussi une qualité de vie (un ami bi-

Le saumon vous dirait qu'il n'y a aucun avenir pour ceux qui suivent le courant!

bibliothécaire me rappelle que Duplessis ne nous a pas laissés de dette, mais... pas beaucoup de bibliothèques non plus!). L'accès universel à l'éducation, à la culture, aux loisirs, aux soins de santé, à la sécurité sociale sont les fondements d'une société qui se respecte.

Sur le plan international, le Québec a aussi un rôle à jouer. Il faut puiser dans l'ouverture de notre société sur le monde (savez-vous qu'une moitié des missionnaires canadiens à l'étranger sont des Québécois?). Il faut favoriser des concertations internationales qui permettent de limiter les pouvoirs des marchés financiers. Par exemple, pourquoi ne pas promouvoir la «taxe Tobin», qui pénaliserait les spéculations boursières afin de ralentir les déplacements abusifs des capitaux?

De même, nous ne pouvons ignorer la nécessité d'une charte internationale des droits sociaux. Notamment, il faut prévoir des normes minimales en matière d'emploi: droit à la syndicalisation, à la négociation collective, salaire minimum pour assurer les besoins fondamentaux, standards universels de santé et sécurité.

Peut-être me direz-vous que ce que je propose, c'est de nager à contre-courant, une activité hasardeuse contre laquelle vos cours de la Croix-Rouge vous ont sans doute mis en garde. Mais permettez-moi de vous rappeler un autre contexte. Au CRIACQ, à Québec, on invoque l'exemple des poissons qui remontent le courant. Le saumon vous dirait qu'il n'y a aucun avenir pour ceux qui suivent le courant.

Le document préparatoire du récent Sommet sur le devenir social et économique du Québec annonçait que «les sociétés sont toutes confrontées, un jour ou l'autre, à des moments de vérité». En effet, nous arrivons à un moment où il faut choisir: nous laisser aller doucement avec le courant vers les eaux chaudes, pour mourir, ou entreprendre le voyage périlleux de remonter les multiples obstacles de la rivière jusqu'aux eaux fraîches, où il fait bon vivre. C'est ainsi d'ailleurs que la vie continue...

Carolyn Sharp

TRAVAIL ET COHÉSION SOCIALE: UN MYTHE?

par Michel Quevillon¹

Le travail est-il la clé du bonheur sur terre, le garant d'une paix sociale vitale? Ou ne serait-ce pas plutôt notre angoisse humaine devant les conflits qui nous a poussés à en faire une valeur objective de la cohésion sociale? En puisant dans l'oeuvre de l'écrivain Primo Levi, *Si c'est un homme*, l'auteur nous amène à revoir notre attachement au concept de travail comme lieu par excellence de la cohésion sociale.

Primo Levi, en racontant, dans *Si c'est un homme*², son année passée au Lager d'Auschwitz, en huis clos avec la mort, nous renvoie une image inquiétante de la vie en société. Dans l'entrelacs des pages où il accompagne ses camarades d'infortune à la mort, Primo Levi s'arrête longuement aux détails de la vie quotidienne des camps: «Nous voudrions faire observer à quel point le Lager a été, aussi et à bien des égards, une gigantesque expérience biologique et sociale». C'est à sa sortie des camps qu'il comprend pourquoi sa mémoire conserva tout: «Vous aurez là ce qu'il peut y avoir de plus rigoureux comme champ d'expérimentation, pour déterminer ce qu'il y a d'inné et ce qu'il y a d'acquis dans le comportement de l'homme confronté à la lutte pour la vie» (p. 113 et 144). Pour ces raisons, le travail fut au centre de son observation pénétrante.

Ce travail qui rend libre?

Monowitz, près d'Auschwitz, est un *Arbeitslager*, un camp de travail à l'entrée duquel trône le slogan *Arbeit Macht Frei*, le travail rend libre. Le prisonnier pèse rapidement la charge de sordide que transportent ces mots, magnifiés par une idéologie totalitaire. Le travail ne le libérera pas; il comprend que s'il manoeuvre bien dans ce cloaque, le travail lui permettra au mieux d'atténuer ses souffrances et retardera le jour où il rejoindra ceux «qui meurent ou disparaissent sans laisser de trace dans la mémoire de personne». Dès lors, Levi consacre toutes ses énergies à survivre. Le travail s'insère dans la règle de survie incontournable du Lager: chacun pour soi. Si un prisonnier ne peut la mettre en pratique, il n'a d'autre choix que de succomber pour mettre un terme à la souffrance; pour cela, «il suffit d'exécuter tous les ordres qu'on reçoit, de ne manger que sa ration et de res-

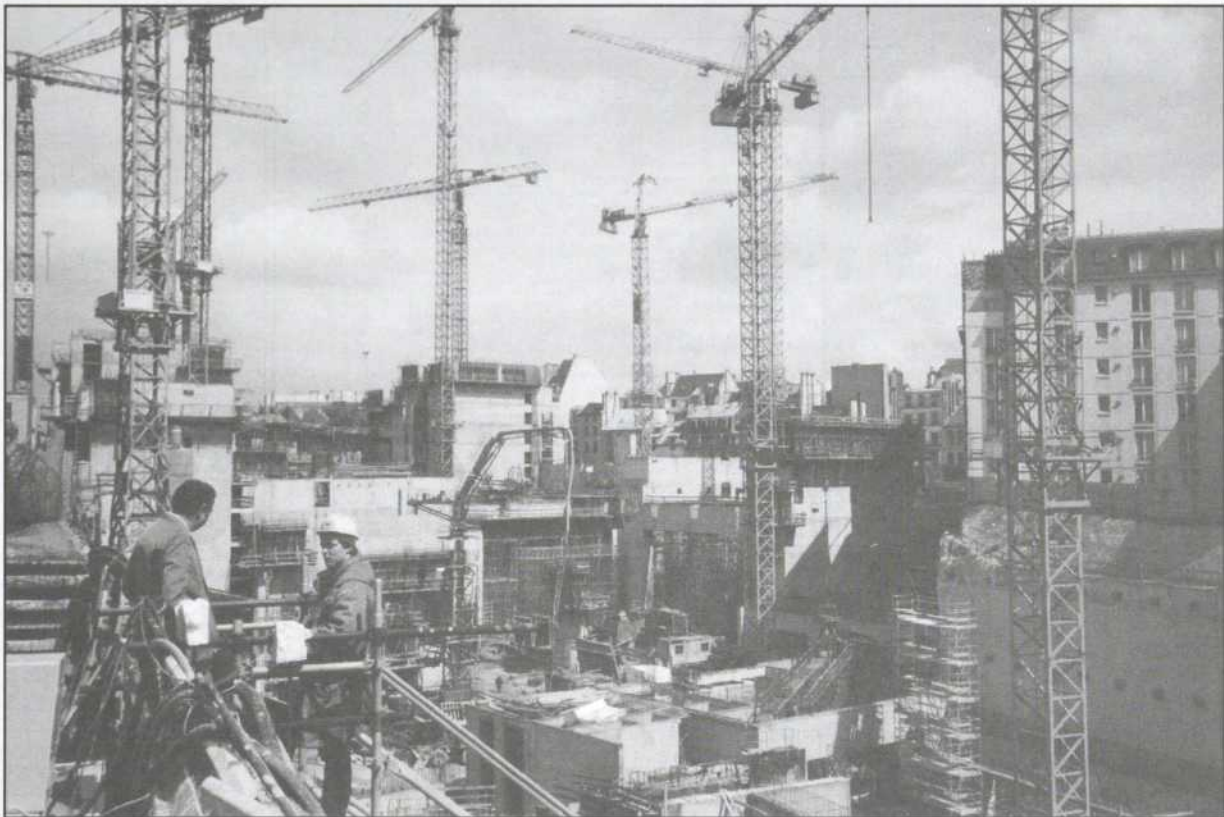
pecter la discipline au travail et au camp» (p. 117). Lévi apprend alors à profiter des petites magouilles que son affectation lui permet.

Dans un entretien qu'il eut plus tard avec Ferdinando Camon³, l'écrivain raconte sa déception de ne pas avoir trouvé de solidarité chez les Juifs d'Auschwitz. Si le travail est ce lieu privilégié de la solidarité, dans les camps de la mort, pourquoi les Juifs n'ont-ils pas mis leurs énergies en commun pour survivre aux terribles exigences du travail? Évidemment, dans les conditions qui sévissaient dans le Lager, surtout au début lorsque les corvées étaient grossièrement inutiles – par exemple: creuser des tranchées et les combler ensuite –, le travail ne pouvait avoir de valeur. Mais s'il permettait aux plus débrouillards de mieux survivre, pourquoi ceux-ci n'aidaient-ils pas leurs frères incapables de réussir aussi bien qu'eux? La reconnaissance de l'autre, la cohésion du groupe ne pouvaient s'accomplir dans la production du travail en tant que tel, mais s'il avait été l'«activité humaine» fondamentale pour laquelle on le prend généralement aujourd'hui, il aurait dû nourrir un espoir collectif: survivre jusqu'à une éventuelle libération. Ce fut tout le contraire. Il encouragea l'atomisation de la communauté juive, l'exploitation sans vergogne de son frère.

Avec une grande sincérité, Primo Levi raconte comment il abusa de la naïveté et de la force d'un camarade pour préserver ses forces lors d'une corvée particulièrement éprouvante: «Je vais essayer de faire équipe avec Resnyk, qui m'a l'air d'un bon travailleur; et puis comme il est grand, ce sera lui qui supportera la plus grande partie du poids. Mais je sais que je dois m'attendre à ce que Resnyk me repousse avec dédain et se mette avec quelqu'un de sa taille(...)» (p. 85). À sa grande surprise, la ruse marche. Sa débrouillardise au travail, sa jeunesse et beaucoup de chance permirent au chimiste écrivain de sortir vivant de l'enfer du Lager. Rien d'autre. Surtout pas une solidarité de groupe forgée par le travail.

Le témoignage de Levi met donc à l'épreuve cette qualité d'«activité humaine» fondamentale que nous prêtons volontiers au travail. Celui-ci ne sert jamais spontanément à conserver une dimension humaine aux rapports atrophiés dans l'espace clos, en deça des barbelés «où rien ne subsiste de notre mon-

1. L'auteur est étudiant au doctorat en littérature comparée, à l'Université de Montréal.
2. Primo Levi, *Si c'est un homme*, Julliard, Paris, 1994. Dans la suite de notre texte, les pages indiquées entre parenthèses référeront à cet ouvrage.
3. Ferdinando Camon, *Conversations avec Primo Levi*, Gallimard, Paris, 1987, 75 pages.
4. Todorov en parlant du travail: «Celui-ci apporte, de toute évidence, un surcroît de reconnaissance: on m'estime dans la société parce que je suis bon spécialiste, mes collègues me respectent, les dis-



Jean-François Leblanc/STOCK

Ceux qui réfléchissent sur le rapport entre le travail et le lien social posent avec acuité le caractère utopique du plein emploi et la nécessité de trouver des moyens qui permettront à l'individu de se réaliser en s'impliquant par d'autres façons dans la société.

de moral» (p. 112). Ce livre nous force à revoir notre attachement au concept de travail comme lieu par excellence de la cohésion sociale.

Le mythe du travail et de la cohésion sociale

Aujourd'hui, le travail se trouve au coeur de nos préoccupations individuelles et collectives, d'autant plus qu'il devient rare. Mais la crise du travail ne serait que le symptôme visible d'une autre crise, larvée et menaçante: l'effritement de la cohésion, du ciment social, dont le travail, malgré ses déboires actuels, reste l'un des principaux régulateurs. Médiateur qui donne accès à la reconnaissance d'autrui, selon Todorov, le travail est créateur du lien social⁴. Fonction primordiale qui subsume celle d'assurer à l'individu sa subsistance en acquérant, selon ses capacités et sa contribution, sa juste part des richesses collectives.

ciplés affluent, du reste je suis bien payé pour cela, or l'argent me permet d'accéder à d'autres gratifications encore». Notons au passage que le travail est ramené à l'exclusive production d'un bien ou d'un service. (Tzvetan Todorov, *La vie commune. Essai d'anthropologie générale*. Paris, Le Seuil, 1995, p. 161.

5. Dominique Méda, «La fin de la valeur travail», *Esprit*, no 9, sept. 1995, p.80. Méda se demande si le travail ne serait pas «plutôt une catégorie profondément historique construite, dont les attributs n'ont été ajoutés qu'au fil des siècles et regroupés tardivement dans une unique notion» (p.80).

Force est d'admettre que cette vision du travail rassure. Même dans notre société, dite postmoderne, où les institutions sont remises en cause, celle du travail tient bon. Et si elle résiste encore, c'est que, dans les plis de notre inconscient collectif, s'agit l'utopie de la société hédoniste. Malgré nos difficultés actuelles, nous pensons qu'une politique du plein emploi dissipera la morosité ambiante et nous relancera à «la poursuite de l'abondance», projet rassembleur que chacun endosse. Nous sommes convaincus qu'il est «une catégorie anthropologique, un invariant de la nature humaine, l'activité humaine par excellence⁵». Si l'homme a toujours travaillé pour améliorer ses conditions d'existence, cette réalité permet-elle d'affirmer que le monde s'est humanisé et civilisé grâce au travail?

Dominique Méda montre que cette représentation généralisée du travail prend en vérité sa source au XVIIIe siècle. Les théoriciens de l'économie politique sont, en effet, les premiers à considérer le travail comme le «moyen d'accroître la richesse et comme facteur d'émancipation de l'individu». Mais c'est au siècle suivant que le travail acquiert ses lettres de noblesse. Ou disons le succinctement: c'est au XIXe siècle que naît une idéologie du travail. L'étude attentive de la genèse de cette idéologie éclaire sur le rôle étonnant que la pensée de Marx joua dans son élaboration. Le philosophe, préoccupé, comme d'autres, par les conditions de travail inhumaines dans la société industrielle, pensait qu'en libérant le travail des chaînes du capitalisme, un «ordre social» basé sur la participation volontaire des individus à une «oeuvre collective» se mettrait en place. Méda écrit qu'avec l'avènement de cette théorie du travail, «on peut sans doute soutenir que sur la sphère de la production se sont fixées soudaine-

ment toutes les attentes et toutes les énergies utopiques: d'elle viendra non seulement l'amélioration des conditions de vie matérielles mais aussi la pleine réalisation de soi et de la société⁶.

En considérant le travail, dans sa dimension la plus matérialiste, la production de biens, en tant que force dialectique, Marx annonce la pleine réalisation de l'Homme avec la fin de l'Histoire. Dès lors, cette conception du travail, entendu comme activité fondamentale, sera marquante non seulement dans la pensée socialiste, mais aussi chez les libéraux qui récupéreront à leur compte cette idée que le travail conduit à la réalisation d'une société d'abondance, donc réalisée dans sa plénitude.

Mais leur paradigme reste essentiellement celui décrit ici. L'histoire politique du XXe siècle confirme que le travail consolida sa position de «rapport social central». Ce rappel historique devrait nous alerter quant à l'incapacité du travail à remplir seul ce rôle essentiel de garant de la cohésion sociale; à une époque où une croyance collective des plus tenaces se transforme rapidement en utopie inaccessible: *la politique du plein emploi*.

Le travail dans l'essor de la société

Il nous apparaît important de «revoir la place du travail comme institution centrale de notre société et lieu privilégié de la socialisation des individus⁷». Et il semble inévitable qu'en lançant le débat, l'angoissante question soit posée: *le travail est-il vraiment ce lieu privilégié de socialisation de l'individu?* Les différents intervenants qui réfléchissent sur le rapport entre le travail et le lien social posent avec acuité le caractère utopique du plein emploi et la nécessité de trouver des moyens qui permettront à l'individu de se réaliser en s'impliquant par d'autres façons dans la société. Le consensus autour du partage du «temps de travail» et de la richesse rassemble de plus en plus les syndicats, les mouvements sociaux et les groupes populaires. Ces intervenants réfléchissent, depuis une décennie, sur les moyens mis en oeuvre pour y parvenir, y discernant le moyen de «libérer» l'individu qui pourra alors explorer d'autres voies de réalisation de soi et de participation à l'«essor» de la société. Mais sans la distinction entre emploi et travail, la réflexion n'est-elle pas vouée à l'échec?

D'une part, les leaders syndicaux préconisent le partage du travail. Mais la «base», elle? Le travailleur est-il prêt à partager ce temps de travail, qui lui garantit un pouvoir d'achat, au nom d'une solidarité sociale qu'il discerne mal en cette ère du «chacun pour soi»? Le dossier alarmant du travail supplémentaire parle de lui-même. L'employeur qui encourage cette pratique trouve preneur. D'autre part, qu'espèrent trouver les démunis en réintégrant – ou en intégrant – le marché du travail? Un sentiment de solidarité? Ou... un pouvoir d'achat? La reconnaissance de l'autre, que nous croyions mériter par notre travail, ne s'achèterait-elle pas, plutôt, avec des dollars, en cette folle époque de consommation? Ce n'est pas le moyen, mais son produit qui procure l'estime de soi et des autres, croit-on, aujourd'hui⁸.

Happés dans cette spirale, l'assisté social et le chômeur ne peuvent se préoccuper, en obtenant un emploi, de savoir s'ils prendront la place d'un autre qui viendra le remplacer dans la file d'attente au guichet du Ministère où l'on distribue les chèques. L'État lui-même semble s'être retiré de la question. Ce qui fait dire à certains qu'un autre acteur social manque cruellement à l'ap-

pel et semble en panne d'imagination: l'État⁹. Quant au travailleur, il n'est pas disposé à voir son revenu amputé. Ne se justifie-t-il pas sur la litanie néo-libérale qui réduit la socialité à un darwinisme primaire: il y a du travail, c'est aux plus vaillants d'entre nous de faire leur place au soleil?

Primo Levi nous a montré que si ténue que fut la solidarité dans les camps maudits, elle ne passait pas par le travail. La raréfaction des emplois nous pousse chaque jour un peu plus vers un espace social qui impose un individualisme diviseur. S'il fut un temps, utile à notre société, où croire que le travail possédait la vertu lénifiante de créer la cohésion sociale, force est d'admettre qu'aujourd'hui la révolution technologique défait son oeuvre.

Bien des groupes communautaires et des forces sociales tentent de tisser, avec leurs moyens souvent limités, un lien social

S'il fut, un temps, utile à notre société, où croire que le travail possédait la vertu lénifiante de créer la cohésion sociale, force est d'admettre qu'aujourd'hui la révolution technologique défait son oeuvre.

qu'ils savent vital. Le sens du travail aujourd'hui passe par une critique «qui se situe plus dans le champ de la culture, des valeurs, (et qui) est une remise en cause du travail comme tel, dans sa forme salariée, comme lieu d'insertion sociale et de réalisation humaine¹⁰». C'est une voie à suivre, pour espérer que les travailleurs libérés puissent «s'adonner à des activités autonomes de production pour soi et pour les autres». C'est dire que notre monde peut être vivable et que le travail n'est qu'un des moyens pour participer à la vie sociale. Cela laisse entendre aussi que la cohésion sociale s'articule dans un espace public accessible au plus grand nombre de citoyens possible. Mais ces nouvelles formes de socialité resteront du domaine de l'utopie jusqu'à ce que nous changions les «normes sociales de la pensée et du langage» (Élias). Sinon nos efforts équivaudront à ceux du baron de Münchhausen qui tentait de se tirer d'un marécage en tirant sur sa tresse! Comment se sortir de notre borborygme? Méditer sur le rapport complexe entre le travail et l'éducation?... ■

6. Ibid., p. 82.

7. Guy Paiement, in *Relations*, mai 1993, p.105.

8. Ursula Franklin explique comment la révolution industrielle du XIXe siècle contribua à l'effritement du tissu social. «En 1840, les promoteurs de la technologie(...) ne semblent pas avoir compris qu'une production massive, obtenue avec un minimum de travailleurs, nécessitaient un grand nombre d'acheteurs. Mais depuis, la technologie et ses promoteurs ont dû créer l'institution du consommateur pour résoudre le problème de plus en plus épineux de l'automatisation». Elle cite dans la page suivante Lewis Mumford qui résume l'impact de ce fait social en ces quelques lignes: «La gloutonnerie, l'envie et la luxure devinrent des constants aiguillons pour l'industrie». (Ursula Franklin, *Le nouvel ordre technologique*, Bellarmin, Montréal, 1995, pp. 82, 83.)

9. Voir Jacques Boucher, in *Relations*, mai 1993, p.109.

10. Jacques Boucher, op. cit., p. 108.

lectures du mois

avec André Beauchamp, Dominique Boisvert,
Marie-Paule Malouin et Carolyn Sharp

ENJEUX ET DYNAMIQUES D'UN CONCLAVE

Giancarlo Zizola,
Le successeur,
Paris, Desclée de Brouwer, 1995; 364 p.

«**J**e ne spécule pas sur la mort des vieillards». Voilà ma réponse habituelle aux journalistes qui s'informent de mes prédictions quant au successeur de Jean-Paul II. En effet, je m'intéresse peu à ce jeu de devinette auquel se livrent des médias depuis quelque temps. D'une part, connaissant la complexité de l'Église et les errances imprévisibles de son histoire, je doute fortement que ces commérages médiatiques réussissent. Après tout, qui aurait cru que l'élection d'Angelo Roncalli aurait abouti à la convocation d'un Concile susceptible de bouleverser profondément l'Église? D'autre part, je ne crois plus à la thèse selon laquelle un nouveau pape pourrait résoudre toutes les difficultés auxquelles est confrontée l'Église. Naguère, devant des blocages postconciliaires, certains parmi nous ont attendu avec espoir un successeur de Paul VI, plus jeune et plus dynamique. Nous avons fini par donner raison à ceux qui ont prédit que nous le regretterions...

C'est donc avec une certaine réticence que j'ai lu *Le successeur*, du journaliste ita-

lien Giancarlo Zizola. En vérité, je n'ai accepté d'ouvrir ces pages qu'à la suite d'une conversation avec une amie théologienne, qui me l'a chaleureusement conseillé. Or, à ma plus grande surprise, il s'agit d'un merveilleux livre. Informatif et intelligent, il trace un portrait des enjeux et des dynamiques qui habitent l'Église et qui, éventuellement, sont susceptibles d'informer le choix du successeur de Jean-Paul II.

La papauté est une institution ancienne et le choix du titulaire dépend d'un processus complexe, fortement marqué par son histoire. Certaines pratiques et traditions, qui visent à protéger l'autonomie du Collège des cardinaux, remontent aux époques où les grands de ce monde désiraient influencer, sinon contrôler, l'élection papale par la force de l'argent ou des armes. De même, plusieurs rites qui assuraient la solennité de l'interrègne, et qui peuvent à nos yeux aujourd'hui sembler des plus bizarres, sont issus des époques où la profanation du corps du pape défunt et le pillage du palais pontifical étaient courants. Zizola raconte cette histoire, non comme une série de faits divers et curieux, mais pour situer le présent en lien avec son passé. Ce faisant, il nous fait découvrir le conclave, sous l'aspect d'une institution politique, parfois capricieuse, souvent traversée par des controverses, mais toujours maîtresse de ses décisions.

Vatican II a aussi laissé sa marque sur ce processus. La période postconciliaire a vu une modification significative du Collège des cardinaux. Du groupe sélect d'euro-

péens, surtout italiens, qu'il a été jusqu'à l'élection de Paul VI, il est devenu majoritairement constitué des gens d'ailleurs, dont 40% provenant du tiers monde. Si certains reprochent à Jean-Paul II d'avoir laissé la Curie romaine raffermir son pouvoir, appauvrissant ainsi la vision conciliaire d'une collégialité épiscopale efficace, il faut néanmoins reconnaître sa contribution à ce changement qui, selon Zizola, sera un des facteurs les plus déterminants dans le choix de son successeur.

Or, c'est précisément sur cette diversité régionale que Zizola se concentre, dans la deuxième moitié de son livre. Il nous offre une analyse géopolitique de l'Église, soulignant les débats qui sont présents sur chaque continent, les difficultés et forces des Églises nationales, les chefs de file des différentes tendances, la relation avec la Curie romaine et la capacité à résister aux forces centralisatrices. Les «papabili» de chaque région attirent son intérêt, non pour évaluer leurs chances de remporter la victoire, car, après tout, plusieurs risquent de mourir avant Jean-Paul II, mais pour mesurer comment les tendances qu'ils représentent influenceront la dynamique du prochain conclave.

De cette analyse, nous pouvons retirer trois leçons. Première leçon: il a toujours été hasardeux de prédire qui serait choisi par le conclave. La densité des nouvelles dynamiques géopolitiques rendent un tel exercice impensable. Deuxième leçon: l'origine régionale d'un prélat ne détermine point son alignement politique. Celui qui

serait pas nécessairement réactionnaire. Troisième leçon: l'Église est une institution politisée; nous y retrouvons divergences et controverses, ainsi que coalitions et alliances. L'élu du prochain conclave sera issu de cette dynamique et, sans doute, représentera un compromis entre les différentes forces en présence.

Collaborateur régulier à *l'Actualité religieuse dans le monde*, journaliste chevronné à la plume limpide, Zizola a produit une pièce maîtresse digne du regretté vaticologue anglais Peter Hebblethwaite. D'ailleurs, dit-on, c'est à lui que la maison d'édition aurait souhaité confier ce livre. ■

Carolyn Sharp

UNE ÉCOLE POUR LES FILLES OU POUR LES GARÇONS ?

Claudine Baudoux,

La gestion en éducation, Une affaire d'hommes ou de femmes ?
Cap-Rouge, Presses Inter-Universitaires, 1994; 557 p.

Publié aux Presses inter-universitaires, à la fin de 1994, ce livre démontre sans conteste un aspect très discriminatoire de notre système scolaire pour les femmes – situation dont le récent rapport des États généraux sur l'éducation ne parle pourtant pas. Responsable du Groupe de recherche sur l'accès en éducation (GRADE), Claudine Baudoux montre qu'en 1990-1991 les femmes représentent 67% du personnel enseignant au primaire et au secondaire. Elles n'occupent par contre que 30% des postes de direction des écoles. Au collégial, seulement 15% des cadres sont des femmes.

La réforme de l'éducation, amorcée à la suite du *Rapport Parent*, n'a pas profité autant aux femmes qu'aux hommes, aux filles qu'aux garçons. En 1958-1959, les femmes formaient 59% du personnel de direction des écoles. Depuis ce temps, leur proportion n'a cessé de décroître dans les postes de direction. Informés de la situation, seule une minorité de commissions scolaires et de cégeps a mis sur pied, ces dernières années, des programmes d'accès à l'égalité. Claudine Baudoux, dans son ouvrage, tente de cerner les obstacles à la carrière des enseignantes. Elle cherche à livrer «l'état

des lieux» où s'inscrit la discrimination et les modalités qu'elle emprunte.

Baudoux situe d'abord son analyse dans une perspective historique. Elle montre que, depuis quatre décennies, les changements des structures scolaires nuisent aux femmes. La masculinisation de ces structures commence dès les années 50. Pour attirer plus d'hommes en enseignement, on propose d'augmenter les salaires. Cette hausse salariale profite certes aux femmes, mais elle se traduit aussi par l'évacuation des religieuses hors des postes de responsabilité. Avec la réforme scolaire, le système d'enseignement se bureaucratise. Et les fonctions et les tâches se hiérarchisent. Aux femmes, sont attribuées les tâches et fonctions les moins valorisées.

En pratique, la discrimination subie par les enseignantes adopte diverses modalités. Les candidates à des postes de responsabilité sont, par exemple, jugées différemment des candidats. Il est mal vu qu'une femme ait de l'ambition et le montre. Qu'elle étudie en administration scolaire. Qu'elle pose des gestes très visibles. La candidate «idéale» sera effacée, se laissera couper la parole, manquera de confiance en elle, n'aura que peu de pouvoir dans son milieu de travail, etc.

Diverses procédures contribuent à l'exclusion des femmes. Selon les résultats obtenus par Baudoux, les enseignantes posent aussi souvent leur candidature à des postes de direction que leurs collègues masculins. L'élimination des femmes se produit en fait lors de l'étape de la présélection, quand on décide qui sera convoqué en entrevue. Le tiers des postes d'ailleurs est comblé sans comité de sélection, par cooptation. Or cette cooptation se produit, en général, à l'avantage des hommes. Les postes temporaires de direction sont le plus souvent offerts à des hommes qui sont par la suite confirmés dans leurs fonctions.

Quand des femmes accèdent à un poste de direction, leurs problèmes ne sont pas résolus. On attend d'elles qu'elles se comportent selon une image stéréotypée de la «femme-mère»: se montrer moins autoritaires, s'occuper plus de questions de pédagogie que d'administration, montrer plus souvent leur allégeance aux autorités, etc. Ce qui ne veut pas dire que ces femmes sont mères... En effet, les responsables scolaires engagent surtout, comme directrices, des femmes non mariées et non mères, qui considèrent leur travail plus important que leur vie familiale... Ces femmes dirigent des écoles plus petites (qui comman-

dent donc des salaires moins élevés), avec moins de personnel et moins de services, dont les élèves sont plus jeunes et souffrent plus souvent de divers handicaps. Ces dirigeantes seront plus rarement consultées par les commissions scolaires, et ces rares consultations seront plus informelles.

Comment ne pas comprendre, dans ce contexte, que de nombreuses directrices démissionnent et retournent à l'enseignement? Celles qui restent adoptent diverses stratégies. Certaines nient la discrimination et se conforment aux stéréotypes; d'autres ne comptent que sur leur compétence et leur sens de l'humour; quelques-unes ne se gênent pas pour rappeler leur autorité formelle et essaient de développer des solidarités avec les autres femmes et avec des hommes, sympathiques à la promotion des droits des femmes.

La diminution des préjugés, rappelle Claudine Baudoux, ne fera pas disparaître la discrimination. C'est l'éradication de la discrimination qui mettra un terme aux préjugés. Son ouvrage, volumineux et riche en informations, intéressera sans doute surtout les spécialistes en éducation. Mais il devrait également intéresser tous ceux qui se préoccupent des questions de discrimination qui touche toutes les minorités visibles. Dans le cadre de la réflexion actuelle sur notre système d'éducation, cet ouvrage ne doit pas être ignoré. Il importe en effet que la prochaine réforme de l'éducation ne bénéficie pas, elle aussi, avant tout et surtout à des garçons et à des hommes.

Le système d'éducation, demande Baudoux, ne doit-il pas présenter aux filles des modèles de femmes dotées de responsabilité? Or, il le fait fort peu. L'école ne transmet-elle pas aux garçons un message qui les incite à ne pas la prendre au sérieux? Ce sont des hommes qui dirigent le milieu scolaire. Le message transmis aux garçons, c'est qu'ils ont le bon sexe pour accéder aux postes de prestige et de pouvoir. Et cela quelle que soit leur formation... Quant aux filles, ne leur dit-on pas qu'elles devront travailler, et travailler fort, pour «réussir» au plan professionnel? Plus de filles travaillent et persévèrent à l'école. Sans toujours en prendre conscience, elles savent que la vie ne leur fera pas de cadeau. Si on cessait, en milieu scolaire comme ailleurs, de faire autant de cadeaux aux hommes, peut-être des garçons cesseraient-ils de s'exclure d'eux-mêmes de l'école? ■

Marie-Paule Malouin

LA MORT,
UNE ÉNIGME PRIMORDIALE

Jean-Pierre Mohen,
Les rites de l'au-delà,
Paris, Éditions Odile Jacob, 1995; 329 p.

Voici, à n'en point douter, un livre majeur, que tous ceux et celles qui s'intéressent à la mort et à la symbolique de l'au-delà auraient profit à lire. C'est un livre considérable, difficile, truffé de termes techniques. Un livre dérangent, inquiétant, qui met beaucoup en cause notre approche scientifique de la mort et cherche à mettre en relief la symbolique de la mort chez les peuples que la science n'a pas contaminés. L'auteur refuse, avec raison me semble-t-il, le terme de « primitifs ». Dès que l'humanité émerge, déjà l'espace symbolique est construit et la mort se dresse comme une énigme primordiale.

On pourrait qualifier l'approche de l'auteur comme principalement muséale. Il s'agit d'étudier les tombes, les tumulus, les artefacts des civilisations lointaines et, à partir de là, de proche en loin, de décrire les rites et les temps de la mort: comment l'on meurt et les états intermédiaires entre la maladie et la mort réelle, surtout comment la communauté prend congé du mort, quel voyage le mort doit entreprendre au pays des ancêtres, comment on se protège du mort (car si l'âme du mort voyage mal, elle deviendra néfaste aux vivants), comment on fête la mort dans une ivresse de danses, de boustifailles et de rites d'une violence parfois insoutenable. Pour souligner l'importance de la dimension muséale, l'iconographie du livre est à souligner: j'ai compté 75 illustrations, dont certaines sont troublantes, pour ne pas dire macabres.

À la fois chronologique et diachronique, l'hypothèse de l'auteur est clairement exprimée dès le départ: «les rites ancestraux de la mort expriment malgré les phases d'émotion, d'abattement et de tension, non la mélancolie ou la tristesse comme nous pourrions le croire, mais la joie et l'exaltation qui éclatent dans les fêtes» (p. 9). Affirmation que sa démonstration oblige à nuancer, puisque la peur du mort et de son retour me semble très présente. On ne fête autant la mort que pour s'assurer qu'il est bien parti.

D'une manière globale, la démarche du livre est chronologique, puisque l'on passe

du paléolithique (il y a 100 000 ans) au chapitre 2, au mésolithique et au néolithique (-9000 à -2000 A.C) aux chapitres 3 et 4, à la période historique, avec les pyramides (chapitre 5), à l'époque homérique (chapitre 6), et à l'époque gréco-romaine (chapitre 7), au passage au christianisme, avec Augustin (chapitre 8) et à l'histoire du moyen-âge jusqu'à l'époque moderne (chapitre 9), qui marque la victoire de la science et de l'hygiène: «On décida aussi, pour des raisons d'hygiène, de fermer les cimetières urbains et de construire à l'extérieur de la ville des cimetières-parcs pour la visite des familles et l'éducation de la population découvrant les monuments des hommes illustres. La sépulture, d'acte religieux ecclésiastique, devient une opération relevant de la police et de la société publique. Le dialogue symbolique entre les vivants et les morts prenait une tournure moderne, en se limitant officiellement au traitement du corps et en remettant la responsabilité du salut de l'âme à l'initiative individuelle» (p. 268).

Deux chapitres proposent une conclusion générale: permanences des rites de l'au-delà (chapitre 10) et une conclusion à caractère sociologique, fort inspirée de Baudrillard, cité dans son anti-psychologisme («tout ceci remet en cause l'hypothèse même de l'inconscient»: citation p. 317). L'auteur déplore surtout un «divorce entre la pensée symbolique et la pensée scientifique» (p. 317): «ce qui manque le plus dans la pensée scientifique, c'est de renouer un vrai dialogue global entre les vivants et les ancêtres pour en attendre une communication d'information et d'expériences inédites (...), pour en établir une dialectique active qui transformera la négativité du décès en pouvoir contrarié mais progressiste» (p. 318).

Par l'ampleur de son information, la richesse de son iconographie, la solidité de ses analyses *Les rites de l'au-delà* s'impose comme un grand livre. L'ouvrage est truffé de mots techniques et savants. Un lexique serait utile, de même que quelques tableaux chronologiques.

Paradoxalement, là où l'ouvrage m'a semblé non pas faible mais insatisfaisant, c'est dans la tradition moderne. Pas un mot sur les rituels juifs. Presque rien sur l'Islam. Même les deux chapitres sur l'histoire chrétienne m'ont paru plutôt minces, alors que les sources sont maintenant nombreuses, tant du côté de l'histoire des mentalités que de celui des religions populaires.

L'auteur évoque comment la notion de résurrection (souvent vue comme une réanimation du corps charnel) ouvrait la porte à «un fantastique imaginaire» (p. 242), mais il n'a pas poursuivi ce thème en profondeur, soit du côté de la préparation à la mort, soit du côté des rites funéraires eux-mêmes civils et religieux, soit du côté de la sépulture, soit du côté du deuil lui-même.

Certes, nous ne pleurons pas longtemps nos morts et le rapport aux ancêtres ne semble pas beaucoup nous préoccuper. La «survie» paraît une question individuelle, en sorte que le rite, phénomène social, devient comme superflu.

Je me demande, sur ce point, si l'auteur n'est pas plus soucieux de dénoncer notre époque (fort pauvre dans ses rites mais si riche dans sa production culturelle) que de la comprendre. L'étrange et fascinant portrait qu'il dresse des rites de l'au-delà à travers l'histoire et les peuples n'en constitue pas moins une contribution désormais essentielle. ■

André Beauchamp

REDÉCOUVRIR
NOS PROPRES TRÉSORS

Thomas Ryan,
Guide pratique de vie chrétienne, L'héritage des grandes religions, Bellarmin, Montréal, 1995, 287 p.

Un an après sa parution, ce livre continue de m'accompagner. Je l'ai lu, lentement, en tirant mon profit personnel chapitre après chapitre. Puis j'ai relu certains passages, certains chapitres, au fil des besoins ou de la vie. Car c'est d'abord de cela qu'il s'agit: d'un guide pratique pour la vie chrétienne concrète de tous les jours.

L'auteur, qui a voyagé en s'intéressant de près aux expériences proposées par les grandes traditions religieuses, est parti de l'intuition suivante: les religions orientales proposent des *méthodes*, des *disciplines*, des *moyens concrets* de vivre que le christianisme a trop souvent négligés ou a peu à peu oubliés. Et pourtant, notre tradition a aussi ses trésors. C'est donc en redécouvrant nos propres trésors, tout en puisant

largement dans la richesse du bouddhisme, de l'islam, du judaïsme ou de l'hindouïsme, que Thomas Ryan nous invite à ancrer notre vie spirituelle dans les gestes les plus quotidiens de nos vies. Une façon d'incarner la mystique dans ce qu'il y a de plus concret.

Ce *Guide pratique de vie chrétienne* traite donc de la famille et des amis, du rythme de vie sabbatique, de l'exercice et du jeu, de la prière, de la nourriture et du jeûne, du service de l'autre. Avec, tout au long, de nombreux exemples, suggestions ou anecdotes tirés des propres expériences de l'auteur. Car il s'agit toujours de partir du concret pour aboutir au concret, et au concret *actuel*, celui d'un monde moderne urbanisé, trépidant, éclaté. C'est d'ailleurs cela qui est particulièrement stimulant: quand l'auteur parle du jeûne, par exemple, ce n'est pas par nostalgie des carêmes d'antan, mais bien comme choix positif pour aujourd'hui.

Cela peut surprendre, et l'auteur s'en explique dès le premier chapitre intitulé «Le sens de la discipline dans la vie chrétienne». Le mot discipline a plutôt mal vieilli dans notre société: pour la plupart, il n'a gardé qu'une connotation négative, synonyme de corvée ou de punition. Thomas Ryan entreprend donc de décaper le mot, lui redonnant toute sa richesse. Car, dans toutes les traditions religieuses, on ne devient disciple que par l'apprentissage graduel, par l'exercice répété, par les diverses formes de discipline.

Thomas Ryan, prêtre d'origine américaine, a dirigé le Centre canadien d'oecuménisme pendant une dizaine d'années. Il dirige maintenant le Centre UNITAS, situé au coeur de Montréal et consacré à la promotion oecuménique d'une vie plus intérieure. Avec son *Guide pratique de vie chrétienne*, il ne nous offre pas un livre de recet-

tes mais un livre de chevet, un compagnon de route sur ce chemin de l'intériorité. ■

Dominique Boisvert

LIVRES REÇUS

Voici quelques-uns des livres que les éditeurs ont fait parvenir à *Relations* au cours des derniers mois.

– D.J. Roy, J.R. Williams, B.M. Dickens et J.-L. Baudouin, *La bioéthique, ses fondements et ses controverses*, St-Laurent, Du Renouveau Pédagogique, 1995; 548 p.

– V. Despret, P.P. Gossiaux, C. Pugeault et V. Yzerbyt, *L'homme en société*, Paris, PUF, 1995; 384 p.

– Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec. Des origines à 1791*, Sillery, Septentrion, 1995; 481 p.

– Andrée Lévesque, *Résistance et transgression. Études en histoire des femmes au Québec*, Montréal, Du Remue-Ménage, 1995; 158 p.

– Marie-Célie Agnant, *La dot de Sara*, Montréal, Du Remue-Ménage, 1995; 182 p.

– Bernard M. Daly, *Se souvenir pour demain. Les cinquante ans de la Conférence des évêques catholiques du Canada 1943-1993*, Ottawa, Conférence des évêques du Canada, 1995; 255 p.

– Guy Lapointe, *Études canadiennes en liturgie, numéro 7, Célébrer les sacrements. Donner corps à l'histoire*, Montréal, Office national de liturgie, 1995; 352 p.

– Coll. (sous la dir. de Denis Jeffrey et David Le Breton), *Corps et sacré*, Montréal, UQAM, revue *Religiologiques*, automne 1995; 338 p.

– Frédéric de Coninck, *Travail intégré,*

société éclatée, France, PUF, 1995; 289 p.

– Alison Van Rooy, *Une promesse partielle? Le soutien canadien au développement social dans le Sud*, Revue *L'Institut Nord-Sud*, Ottawa, Renouf Publishing, 1995; 93 p.

– Gérard Laverdure, *Du dépannage à la justice sociale. Un parti pris pour les exclus*, St-Laurent, Fides, 1995; 126 p.

– Coll. (sous la dir. de Gilles Thérien), *Figures de l'indien*, Montréal, Typo, 1995; 398 p.

– Coll. (sous la dir. de Xavier Lacroix), *L'amour du semblable. Questions sur l'homosexualité*, Paris, Cerf, 1995; 228 p.

– Jean D'Ormesson, *Presque rien sur presque tout*, France, Gallimard, 1995; 380 p.

– Jean-Pierre Collin, *La Ligne ouvrière catholique canadienne 1938-1954*, Montréal, Boréal, 1996; 253 p.

– Gabriel Gagnon, *Au coeur des possibles*, Montréal, Écosociété, 1995; 178 p.

– Mylène Jaccoud, *Justice blanche au Nunavik*, Montréal, Méridien, 1995; 386 p.

– Raimon Panikkar, *Éloge du simple. Le moine comme archétype universel*, Paris, Albin Michel, 1995; 238 p.

– Hans Küng, *Credo. La confession de foi des apôtres expliquée aux hommes d'aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1996; 247 p.

– Pierre Graveline, *Une planète nommée Québec. Chroniques sociales et politiques 1991-1995*, Québec, VLB, 1996; 346 p.

– Jean-Marie Muller, *Le principe de non-violence. Parcours philosophique*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995; 322 p.

– Gilbert Sinoué, *Le Livre de Saphir*, Louiseville, Denoël, 1996; 463 p.

– Jean R. Rousseau, *Venir à la rencontre. Les obstacles au développement*, Québec, Sciences et Culture, 1996; 110 p. ■

à signaler

□ **La réussite à l'école montréalaise**: une urgence pour la société québécoise. Cet avis du Conseil supérieur de l'éducation à la ministre de l'Éducation constitue un enjeu éducatif, économique, social et culturel, non seulement pour l'île de Montréal mais aussi pour tout le Québec. □ **Session sur l'Amérique centrale**, pour les stagiaires du CISO et toutes les personnes intéressées à faire le point sur les événements, les

enjeux et les luttes dans cette région. Date: le samedi 4 mai, de 9h à 16h; lieu: Centre Afrika, 1644, St-Hubert, Métro Berri. □ **Journée internationale des travailleurs**, le mercredi 1er mai. En 1886, à Chicago, 180 000 travailleurs protestent contre les journées de 14 et 16 heures. Plusieurs d'entre eux sont tués ou blessés. Mais, depuis ce temps, la journée de 8 heures est un acquis.

Le FONDS



Julien Harvey

Campagne de financement au
bénéfice du Centre justice et foi
Objectif: 1,000,000 \$

*« Jésus n'est pas un rêveur. Le sermon sur la montagne est un projet
politique solide qu'il vaut la peine de faire réussir aujourd'hui. »*

Julien Harvey

Le Centre justice et foi est un centre jésuite d'analyse sociale. Créé en 1983, le CJF est l'héritier d'une longue tradition, commencée avec l'École sociale populaire, en 1911, puis l'Institut social populaire, en 1950. Le Centre est un lieu de rencontre, un laboratoire de recherche et un lieu de transformation de la réalité sociale.

L'ÉQUIPE DU CJF

Trois équipes y travaillent en étroite collaboration.

- **Relations**, revue mensuelle d'analyse sociale, politique et religieuse, est engagée dans la promotion d'un projet de société, depuis plus de 50 ans.
- Le **Secteur des communautés culturelles** porte son attention sur le défi de l'accueil et de l'intégration des réfugiés et des immigrants et sur la convi-
vance entre Québécois de toutes origines. Il publie

un bulletin de liaison de pastorale interculturelle, *Vivre ensemble*.

- Le **Secteur des programmes** propose des activités publiques comme les Soirées Relations, des journées d'étude et des sessions sur différents thèmes.

LE FONDS JULIEN HARVEY

Ce nouvel organisme sans but lucratif veut amasser un capital dont les intérêts serviront spécifiquement à soutenir le CJF dans la réalisation de sa mission. Supporté généreusement, depuis sa création, par la Compagnie de Jésus, le Centre éprouve le besoin de faire aujourd'hui appel à d'autres sources de financement. Un don au Fonds Julien Harvey exprime votre solidarité avec la mission du Centre justice et foi. Merci pour votre générosité!

Formulaire d'adhésion

Découper ou recopier l'essentiel de ce coupon

**Oui, je veux contribuer au Fonds Julien Harvey
pour soutenir l'oeuvre du Centre justice et foi**

ami-e (moins de 25\$); compagnon/compagne (25 à 500\$); associé-e (500\$ et plus)

Nom: Adresse:

Ville: Code postal: Tél.:

Montant souscrit: \$ Reçu pour impôt (10\$ et plus): oui non

No enreg.: 0058214-20

Veuillez libeller votre chèque à l'ordre de: **Centre justice et foi, Fonds Julien Harvey**
25, rue Jarry ouest, Montréal H2P 1S6

R9605

relations

mai 1996 3,75\$ no 620

SOMMAIRE

face à l'actualité

99

Le sommet et la base (G.P.) – Des oubliés: les jeunes adultes du Québec (R.S.) – Faut-il être Américains pour réussir? (D.B.) – Requiem pour un forum? (A.B.)

dossier

103

Danger: virage à droite!

Carolyn Sharp	Le fondamentalisme au pouvoir?	104
Gregory Baum	Pour mieux comprendre le fondamentalisme	105
Brian Tanguay	Le Parti réformiste et le populisme de droite	109
Anne Duvivier	La marée montante de la droite	114

en bref

117

articles

118

Carolyn Sharp	Cher Monsieur Landry	118
Michel Quevillon	Travail et cohésion sociale: un mythe?	120

lectures

123

Conception de la page couverture: Fernand Jutras

NOTRE PROCHAINE SOIRÉE RELATIONS

La justice autochtone

Pour renseignements, écrire ou téléphoner à
Jean-Marc Biron ou Pauline Roy: 387-2541.

Surveiller l'annonce qui paraît dans *Le Devoir*,
le jour même de la rencontre.

Le lundi 13 mai 1996, de 19h30 à 22h00, à la Maison Bellarmin
25, rue Jarry ouest (métro Jarry). Contribution volontaire : 5,00\$